



# LE DEVOIR

VOL. XCVII N° 180

LE VENDREDI 11 AOÛT 2006

88¢ + TAXES = 1\$

## Alerte terroriste mondiale

PERSPECTIVES

### Bonne chance!

Ottawa — Ils sont jusqu'à maintenant 24, pour la plupart citoyens britanniques et apparemment terroristes en puissance. Le président américain les a appelés les «fascistes islamistes». Mais ce faisant, George W. Bush alimente, selon certains observateurs de la scène au Moyen-Orient, une vision dichotomique du monde qui encourage la confrontation plutôt que la compréhension.

Michael Bell en connaît un brin sur l'état d'esprit qui prévaut au Moyen-Orient. Ex-ambassadeur canadien en Israël, en Jordanie, en Égypte et en Palestine, il occupe la chaire Paul Martin (père) en diplomatie internationale à l'Université de Windsor. M. Bell hésite à établir un lien entre les attentats avortés de jeudi à Londres et la crise actuelle qui secoue le Liban, ce genre d'opération prenant des mois, voire des années, à planifier. Malgré tout, il saisit l'occasion qui lui est offerte pour réfléchir à voix haute sur ce nouveau chapitre de la guerre mondiale contre le terrorisme. Car le diplomate estime que l'Occident se doit d'être prudent dans sa réplique, à défaut de quoi il risque d'aviver la violence qu'il tente d'apaiser.

«Avant d'agir, demandons-nous comment nous serons perçus sur la rue arabe: serons-nous les nouveaux impérialistes? Les démons de l'Ouest? Car ce ne devrait pas être le cas. Et si ce l'est, alors nous devons changer cette perception et cela nécessite l'implication de gens qui connaissent bien la région.»

Michael Bell s'est permis de commenter la crise au Liban abondamment au cours des dernières semaines. S'il reconnaît que le Hezbollah est une organisation terroriste, il met en garde contre les velléités de le déraciner, comme s'il s'agissait d'une simple mauvaise herbe. «Beaucoup de fondamentalistes musulmans perçoivent l'Ouest comme une menace pour ce qu'ils sont parce qu'il veut les coloniser», explique M. Bell. Que ce soit vrai ou pas a peu d'importance, selon lui. «S'ils le croient, ils agiront en conséquence. Si nous ne comprenons pas cela, si nous pensons que nous pouvons simplement déraciner les groupes, alors c'est que nous ne comprenons pas l'écho qu'ils peuvent avoir auprès des gens sans espoir sur la rue. Et ce que nous faisons alors, c'est de perpétuer la lutte.»

«L'administration américaine actuelle adopte une approche idéologique à la politique étrangère, continue M. Bell. Une approche qui dit que les États-Unis ont une obligation morale d'exporter leurs valeurs parce que tout le monde, c'est bien connu, veut la démocratie.» Le

VOIR PAGE A 10: CHANCE



Le renforcement des mesures de surveillance a immédiatement entraîné des files d'attente et des cohues monstres dans tous les aéroports de Grande-Bretagne et surtout à Londres-Heathrow, où 200 000 passagers ont été touchés par des annulations et retards.

### Arrestation de 24 Britanniques soupçonnés de vouloir faire exploser des avions en plein vol

Les autorités britanniques ont démantelé hier un vaste complot terroriste qui impliquait un grand nombre de personnes qui planifiaient d'embarquer à bord d'avions de ligne à destination des États-Unis avec des explosifs liquides dans leurs bagages à main pour les faire sauter une fois l'avion en vol. Le modus operandi place d'ailleurs l'organisation al-Qaïda en tête de liste des suspects. Et le spectre du terrorisme a mis les autorités en état d'alerte, ce qui a paralysé plusieurs aéroports, surtout britanniques et américains, pendant toute la journée.

Au moins 24 Britanniques musulmans, la plupart issus de la communauté pakistanaise, ont été arrêtés alors que leur plan se trouvait dans la phase finale des préparatifs, selon le secrétaire américain à la Sécurité intérieure, Paul Chertoff, tandis qu'une source britannique estimait que les terroristes «étaient à environ deux jours d'un test, et à quelques jours de passer à l'acte». Le nombre d'appareils qui auraient été ciblés variait de trois à 20 hier, selon les sources et les rumeurs qui circulaient. Le quotidien britannique *The Guardian*, citant des sources policières, évoque le chiffre de 10 avions concernés, 10 Boeing 747 transportant plus de 400 passagers.

Le complot avait «une dimension mondiale» qui impliquait «un grand nombre de personnes» tant en Grande-Bretagne qu'à l'étranger, a soutenu le chef de l'unité antiterroriste de la police, Peter Clarke. La plupart des suspects ont été interpellés dans la nuit de mercredi à jeudi à Londres, mais aussi dans sa grande banlieue et, pour deux d'entre eux, à Birmingham. Des perquisitions étaient toujours en cours à leurs domiciles hier soir. La police, qui ne les a pas nommés, estime qu'ils sont les principaux auteurs du complot. Elle recherche toujours au moins cinq autres personnes qui seraient impliquées dans ce projet, qui aurait pu faire plus de victimes que les attentats de septembre 2001. Un responsable du renseignement américain a indiqué que United Airlines,

Les terroristes «étaient à environ deux jours d'un test, et à quelques jours de passer à l'acte»

VOIR PAGE A 10: ALERTE

■ Chaos dans le ciel, page A 2 ■ Les mesures de sécurité dans les aéroports du pays, page A 3 ■ Les compagnies aériennes et le pétrole écopent, page A 3 ■ Les éditoriaux de Bernard Descôteaux et Serge Truffaut, page A 8 ■ L'analyse de Charles-Philippe David, page A 9

### MÉDICAMENTS EN AFRIQUE

## Des millions dépensés et toujours pas de pilule

HÉLÈNE BUZZETTI

Ottawa — Alors que le Canada accueillera dimanche une grande conférence internationale sur le sida, les fabricants de médicaments génériques estiment que la loi fédérale leur permettant en théorie de fournir des remèdes à bas prix aux pays africains ne fonctionne tout simplement pas. Ils pressent le gouvernement conservateur de Stephen Harper de rectifier le tir.

Selon ce qu'a appris *Le Devoir*, une rencontre a eu lieu hier matin entre les militants en faveur de l'exportation de médicaments génériques et l'équipe du ministre de la Santé, Tony Clement. Ils ont expliqué aux deux conseillers du ministre

VOIR PAGE A 10: SIDA

■ Autres informations en page A 4

### INDEX

7	78313 00068 9		
Annonces	B 7	Monde	A 5
Avis publics	B 6	Mots croisés	B 7
Cinéma	B 3	Resto	B 7
Décès	B 7	Sports	B 7
Éditorial	A 8	Sudoku	B 7
Idées	A 9	Télévision	B 5
Météo	B 6	Week-end	B 1

## Rien ne se perd, tout se crée

Déforestation, désertification, explosion des villes et bidonvilles, pollution de l'eau et de l'air, l'Afrique fait face à des fléaux qui la menacent. Mais les femmes veillent au grain. Elles sont les premières au front quotidien des luttes pour assainir l'environnement. Notre collaboratrice Monique Durand a sillonné l'Afrique, à leur rencontre. Elle nous livre ici le quatrième article d'une série de cinq.

MONIQUE DURAND

Cotonou — Principale ville du Bénin avec un million d'habitants. Ville construite à l'embouchure du grand fleuve Nokwe qui se jette dans le golfe de Guinée. Cotonou, comme la plupart des grandes agglomérations africaines, grossit chaque jour davantage avec l'arrivée des ruraux qui viennent y chercher une vie, espèrent-ils, plus douce. Ces nouveaux citadins ont jeté leur quotidien sous des toits de fortune le long du Nokwe, où ils pêchent, boivent et défèquent, ou sur les bords de mer, et jusque dans les marais appelés ici «bas-fonds». Ces développements sauvages, où le choléra demeure toujours une menace, donnent des maux de tête aux autorités sanitaires. La collecte des ordures s'y avère souvent impossible, les camions de ramassage ne trouvant plus de voies pour pénétrer sur ces tas d'immondices stratifiés.

Mais Cotonou est bien autre chose que cela. C'est aussi une ville de fleurs odoriférantes et de petits marchés colorés. C'est ici que les Chinois ont construit un Palais des congrès ultra-moderne qui fait la fierté des Béninois. Dans ses rues règne la pétulante anarchie de l'Afrique et vrombit une nuée de motocyclettes légères, dont les conducteurs, vêtus d'un jaune éclatant, font office de taxis. Et vous emmènent, par



Le marché Dantokpa, au Bénin, est l'un des plus importants en Afrique.

VOIR PAGE A 10: AFRIQUE

## • LES ACTUALITÉS •

Attentats déjoués

## Le chaos dans les aéroports européens



Les passagers étaient obligés hier de faire la queue jusqu'à l'extérieur dans certains aéroports européens, comme ici à Gatwick, en Grande-Bretagne.

KIERAN DOHERTY REUTERS

## Eastmain-1A : Charest est confiant de pouvoir aller de l'avant

JOCELYNE RICHER

Municipalité de la Baie-James — Le premier ministre Jean Charest et le président d'Hydro-Québec, Thierry Vandal, se sont montrés confiants, hier, de voir se concrétiser comme prévu le projet Eastmain-1A-Sarcelle-Rupert, malgré les vagues d'opposition qu'il suscite.

«Quand moi je rencontre les chefs [cris] et qu'ils choisissent de ne pas remettre en question les projets, c'est parce qu'ils ont été bien faits», a déclaré le premier ministre en point de presse, alors qu'il venait d'enclencher le processus de mise en service de la centrale Eastmain-1, pratiquement un an avant la date prévue.

D'ici la fin de l'automne, graduellement, cette centrale ajoutera 480 MW de puissance au réseau de transport d'Hydro.

Hier, devant les travailleurs du chantier et le président d'Hydro, M. Charest était fier de tourner la manette qui allait actionner le premier de trois groupes de turbines-alternateurs d'Eastmain-1.

Les nouveaux mégawatts produits à Eastmain-1 arrivent «à un moment où on en a bien besoin», a dit M. Vandal, salivant à la vue des revenus importants générés au cours des dernières semaines par la vente d'électricité à nos voisins du sud et de l'Ontario aux prises avec la canicule.

Eastmain-1 étant rendu à terme, dorénavant, les yeux seront tournés plus que jamais vers le projet — beaucoup plus imposant et plus controversé — Eastmain-1A-Sarcelle-Rupert, en attente des autorisations de Québec

et d'Ottawa sur le plan environnemental, à la suite des audiences publiques conjointes tenues récemment.

## Au terme du processus

Avec une puissance additionnelle de 888 MW, le projet Eastmain-1A-Sarcelle-Rupert prévoit la dérivation sur un vaste territoire des deux tiers de la rivière Rupert, ce qui est contesté par certains écologistes et certains membres de la communauté crie. Récemment, trois chefs cris ont dénoncé le projet qui entraînera la construction de deux centrales.

Sauf que les Cris se sont prononcés «individuellement» par référendum et ont approuvé le projet, a fait valoir le premier ministre, hier.

«On ne peut pas remettre constamment en question les gens qui sont devant nous, surtout qu'ils ont participé eux-mêmes à un référendum», a-t-il dit, rappelant aussi que le grand chef des Cris, Matthew Mukash, ne remettait plus en question la dérivation de la Rupert pour produire plus de mégawatts, après s'y être opposé avant de devenir chef.

Le président d'Hydro-Québec, Thierry Vandal, a dit quant à lui estimer que tout avait été fait selon les règles de l'art et que les Cris avaient été mis dans le coup à chaque étape du processus.

Dès l'automne, si le projet a passé le test de l'évaluation environnementale, la société d'État pourrait annoncer qu'elle va de l'avant et que la construction peut commencer.

Presse canadienne

## Ouvrages hydroélectriques

## Dumont accuse Charest de s'approprier les mérites des autres

NORMAN DELISLE

Québec — Le chef de l'Action démocratique Mario Dumont a accusé hier le premier ministre Jean Charest de s'approprier les mérites d'ouvrages hydroélectriques entrepris par d'autres.

Le jour même où M. Charest a inauguré les travaux du chantier d'Eastmain-1, dans le nord du Québec, M. Dumont a rappelé que ce chantier avait été conçu en juillet 1991 sous Robert Bourassa et lancé pour de bon en février 2002 par Bernard Landry.

«En s'appropriant un projet qui date d'une quinzaine d'années, Jean Charest tente de camoufler son laxisme dans le dossier du développement hydroélectrique», a soutenu le chef de l'Action démocratique lors d'un point de presse.

M. Dumont a mis en relief le fait que tous les chantiers hydroélectriques mentionnés dans la politique énergétique que les li-

béraux viennent de rendre publique existaient déjà lors de l'élection du gouvernement Charest, en avril 2003.

«En s'appropriant la mise en service d'Eastmain aujourd'hui, Jean Charest profite de son poste de premier ministre pour inaugurer des centrales lancées par d'autres», a dit M. Dumont. Quand il a lancé sa politique énergétique, le premier ministre a été incapable de citer un projet précis. Au cours de son mandat, il n'aura pas annoncé concrètement un seul projet de développement hydroélectrique.

Le chef adéquate a aussi reproché à Jean Charest de ne pas avoir combattu féroce pour empêcher le gouvernement fédéral de s'immiscer dans les dossiers et de retarder les projets hydroélectriques québécois.

«On aurait alors eu besoin du leadership de Jean Charest, mais il a fait preuve de mollesse, a soutenu le député de Rivière-du-Loup. Il aurait fallu du leadership

pour accélérer le développement des projets, mais Jean Charest n'a pas été au rendez-vous.»

## Rumeurs

M. Dumont a par ailleurs nié les rumeurs qui le présentent comme un des éventuels lieutenants québécois du conservateur Stephen Harper au Québec.

«Cette rumeur est totalement non fondée [sic], a dit M. Dumont. J'ai déjà été clair à ce sujet. Mon engagement est au Québec et cela ne changera pas.»

Il dit reconnaître que les conservateurs sont plus respectueux de l'autonomie du Québec, mais entend néanmoins demeurer à la tête de l'Action démocratique.

Son parti est d'ailleurs en préparation électorale et poursuit le choix de ses candidats en vue du prochain scrutin général, a-t-il conclu.

Presse canadienne

## Les électeurs du Nouveau-Brunswick iront aux urnes le 18 septembre

Fredericton — Le premier ministre du Nouveau-Brunswick, Bernard Lord, a confirmé que ses concitoyens iront aux urnes le 18 septembre.

Le gouvernement conservateur n'avait qu'un seul siège de majorité et la démission d'un de ses députés hier provoque des élections précipitées.

Le député de Tantramar, Peter Mesheau, a annoncé hier matin qu'il accrochait ses patins après neuf années en politique active. Bernard Lord avait à plusieurs reprises

indiqué que le scrutin serait tenu en octobre 2007, mais la démission de M. Mesheau lui force la main.

«Mon intention est de rendre visite au lieutenant-gouverneur la fin de semaine prochaine et d'appeler [sic] l'élection à ce moment pour le 18 septembre», a dit M. Lord dans un point de presse qu'il a tenu hier matin à Fredericton, en compagnie de Peter Mesheau.

À compter du 7 septembre, date du départ officiel de M. Mesheau, les progressistes-conservateurs et l'opposition auront le même

nombre de députés, soit 27. Mais le président de l'Assemblée législative est conservateur, donc le gouvernement se retrouve avec 26 sièges, contre 26 libéraux et un indépendant.

Le premier ministre a choisi le 18 septembre pour tenir le scrutin parce qu'il veut, si son parti obtient un troisième mandat, retourner en Chambre en octobre, afin de travailler sur des projets de loi et déposer le budget en immobilisation.

L'Acadie Nouvelle

Les voyageurs transitant par les aéroports européens et américains ont évidemment souffert des mesures de sécurité exceptionnelles mises en place hier pour parer à la menace d'attentats terroristes. Mais malgré les nombreux retards et les dizaines d'annulations, les passagers paraissent accepter de bonne grâce ces mesures.

Le renforcement des mesures de surveillance a immédiatement entraîné des files d'attente et des cohues monstres dans tous les aéroports de Grande-Bretagne et surtout à Londres-Heathrow, où 200 000 passagers ont été touchés par des annulations et retards.

British Airways (BAA) a en outre annulé tous ses vols intérieurs et européens et vers cet aéroport, ainsi que ceux vers Tripoli, soit environ 400 vols. D'autres compagnies ont annulé une grande partie de leurs vols prévus. Après quelques heures de restriction, BAA, l'opérateur des aéroports britanniques, a autorisé à nouveau tous les mouvements d'avions à Heathrow. La société publique a toutefois averti que d'autres annulations seraient «inévitables» aujourd'hui. L'impact de l'alerte terroriste a aussi été particulièrement ressenti en Espagne, pays qui reçoit du Royaume-Uni son plus fort contingent de touristes, où les retards s'accumulaient.

Suivant l'exemple des aéroports britanniques, où tous les passagers sont fouillés au corps et les bagages à main limités au strict nécessaire, nombre de pays relevaient leur niveau d'alerte et adoptaient des mesures de sécurité renforcées. Les passagers transitant par la Grande-Bretagne sont seulement autorisés à transporter, «dans un seul sac plastique idéalement transparent», leurs papiers, clés, portefeuilles et mé-

dicaments — les gels et liquides étant interdits à l'exception du lait maternisé. Les aéroports de Rome, Prague, Lisbonne et les compagnies EasyJet, Qantas et Swiss ont également interdit ou limité les bagages à main pour les passagers à destination du Royaume-Uni et des États-Unis.

## Aux États-Unis

Washington a décrété l'alerte maximale hier pour les vols commerciaux en provenance de Grande-Bretagne. Dans les grands aéroports des États-Unis, la présence policière a été renforcée, comme en Californie où le gouverneur Arnold Schwarzenegger a ordonné le déploiement de la Garde nationale. Le gouverneur du Massachusetts a fait de même pour Boston-Logan, pour la première fois depuis le 11 septembre 2001.

A JFK, à New York, les gens se soumettaient de bonne grâce aux règles, avec parfois une sombre pensée pour les attentats du 11 septembre 2001, tandis qu'à Washington-Dulles les poubelles débordaient de bouteilles et canettes abandonnées. À l'aéroport d'Atlanta, le plus important des États-Unis, de longues files s'étaient formées aux contrôles dans la matinée, mais dans l'après-midi le temps d'attente était revenu à la normale, soit une dizaine de minutes.

La plupart des grandes compagnies aériennes américaines avaient maintenu leurs plans de vol vers la Grande-Bretagne, mais avaient annoncé d'importants retards. Le département américain de la Sécurité intérieure a de son côté renforcé les mesures de sécurité pour tous les vols à destination des États-Unis.

## Ailleurs en Europe

La France a annoncé l'instauration de «fouilles à 100 %» des

bagages à main sur les vols à destination des États-Unis, de la Grande-Bretagne mais aussi d'Israël, ainsi que la mise en œuvre de «fouilles aléatoires» et le renforcement des patrouilles sur les trains Eurostar entre Paris et Londres. Aéroports de Paris (ADP) a exhorté les passagers se rendant aux États-Unis, en Grande-Bretagne ou en Israël à «décaler leur arrivée à l'aéroport».

Le niveau d'alerte a également été relevé en Inde, en Allemagne, en Suède, au Danemark et en Espagne pour les vols à destination de la Grande-Bretagne, et l'Italie a «déconseillé» à ses ressortissants de se rendre dans les aéroports britanniques.

En Russie, des fouilles complémentaires de passagers et bagages sont menées, le contrôle des passagers a été renforcé à Cheremetievo, grand aéroport international de Moscou, et des chiens entraînés à la détection d'explosifs ont été ajoutés aux unités canines existantes. La compagnie russe Aeroflot a interdit à ses passagers d'embarquer le moindre liquide en cabine, à l'exception des médicaments tels que l'insuline ou du lait maternisé pour bébé.

Ce durcissement des contrôles, annoncé pour une durée indéterminée, a conduit la plupart des compagnies à demander à leurs passagers plus de temps pour l'enregistrement. Air New Zealand a notamment prié ses clients d'arriver quatre heures à l'avance. Les mesures de sécurité des aéroports marocains ont été renforcées et les autorités chiliennes ont annoncé avoir renforcé la surveillance des passagers et des équipages dans l'aéroport international de Santiago.

Associated Press, l'Agence France-Presse et Reuters

## Un complot qui rappelle celui de 1995 aux Philippines

Washington — Le projet de faire exploser en vol plusieurs avions reliant la Grande-Bretagne et les États-Unis, déjoué hier par la police britannique, rappelle la découverte en 1995 d'un complot visant à s'attaquer à une douzaine d'avions américains au-dessus du Pacifique.

Selon ce projet, baptisé «Bojinka» et mis au jour par la police philippine, des terroristes devaient voyager dans ces avions et transporter des liquides explosifs dissimulés dans des solutions pour des lentilles de contact.

Une douzaine d'avions américains reliant l'Asie et les États-Unis étaient visés par ce projet, qui comprenait aussi un attentat

contre le siège de la CIA à Langley (Virginie).

Le secrétaire à la Sécurité intérieure, Michael Chertoff, a établi, lors d'une conférence de presse hier à Washington, un parallèle entre le complot déjoué par la police britannique et le projet «Bojinka».

«C'est une réminiscence», a convenu M. Chertoff, ajoutant: «Mais je ne veux pas faire de comparaison exagérée avec un complot mis sur pied par Khalid Sheikh Mohammed dans les années 90, dans lequel il prévoyait de faire exploser des bombes dans 11 avions voyageant dans la zone du Pacifique», a-t-il déclaré.

Le complot «Bojinka» avait été mis sur pied par Khalid Sheikh

Mohammed et son neveu Ramzi Ahmed Youssef, arrêté en 1995 à Manille. Ramzi Youssef a ensuite été jugé aux États-Unis pour avoir été l'une des têtes pensantes des attentats de 1993 contre le World Trade Center à New York.

Avant son arrestation à Manille, Ramzi Youssef avait déposé le 11 décembre 1994 une fiole de nitroglycérine sous le siège d'un avion de Philippines Airlines. La déflagration avait percé la carlingue et tué le passager japonais assis sur le siège fatal, mais l'avion avait néanmoins réussi à se poser.

Agence France Presse

## Des touristes de la Grande-Bretagne renoncent à visiter le Canada

DENE MOORE

La découverte d'un complot terroriste visant l'aéroport Heathrow de Londres a eu des retombées immédiates de ce côté-ci de l'Atlantique, hier, alors que des agents de voyage canadiens ont commencé à recevoir des demandes d'annulation depuis la Grande-Bretagne.

Imelda Reynolds, du Lunenburg Arms Hotel en Nouvelle-Écosse, se rendait à son travail lorsqu'elle a appris la nouvelle que les avions quittant la Grande-Bretagne en direction des États-Unis étaient dans la mire de terroristes.

«J'ai tout de suite pensé: je sais ce que ça veut dire pour nous», a dit Mme Reynolds.

«Et évidemment, à mon arrivée au bureau, nous avions déjà cinq annulations et nous avions reçu plusieurs courriels et un appel de la Grande-Bretagne d'une personne à Heathrow qui nous signifiait qu'elle ne viendrait pas nous rendre visite.» Selon la Commission canadienne

de tourisme, 887 700 personnes ont visité le Canada depuis la Grande-Bretagne l'an dernier. Seuls les États-Unis envoient davantage de touristes au pays.

«Nous sommes déçus pour nos clients, mais c'est dur aussi pour les petites entreprises», a souligné Mme Reynolds. Les dernières années ont été relativement difficiles.

«Reste à espérer que quelques personnes se décideront à la dernière minute et viendront remplir nos chambres.»

L'hôtel de 22 chambres a ouvert ses portes juste après l'attentat terroriste du 11 septembre 2001 à New York, qui a porté un dur coup à l'industrie du tourisme.

Christiane Théberge, vice-présidente des affaires publiques au sein de l'Association canadienne des agents de voyage, a affirmé que «les gens voyagent plus que jamais» après quelques années de vaches maigres. Selon elle, la nouvelle d'hier n'aura qu'un impact à court terme sur le tourisme.

«C'est triste à dire, mais je crois que les gens se sont habitués à ce genre de chose», a-t-elle déclaré.

Ni les guerres qui continuent de faire rage en Irak ou en Afghanistan, ni les attentats en Espagne ou à Londres n'ont découragé les gens à long terme, a-t-elle souligné.

Les vols ont été retardés un peu partout au pays, hier, alors que les aéroports canadiens ont resserré leurs mesures de sécurité.

Air Transat a offert à ses passagers la possibilité de remettre leurs vacances à plus tard. Une demi-douzaine de touristes en Grande-Bretagne ont accepté l'offre, mais aucun ne l'a fait au Canada.

«Il y a eu des gens qui se sont informés s'il était possible de remettre leur voyage à plus tard, mais jusqu'ici, personne n'a profité de l'offre», a indiqué Sylvain-Jacques Desjardins, un porte-parole d'Air Transat.

Presse canadienne

## Bombardement de Cana

## Ignatieff reconnaît avoir fait une gaffe

Ottawa — Le député libéral Michael Ignatieff, présenté comme le favori dans la course à la direction de son parti, a franchement reconnu qu'il avait fait une gaffe en disant que la mort de civils libanais ne l'avait «pas empêché de dormir».

«Ça ne fait aucun doute pour moi que c'était une erreur», a déclaré M. Ignatieff lors d'une entrevue.

Le député de Toronto, recon-

nu internationalement comme un spécialiste des droits humains, est plongé dans une controverse depuis la semaine dernière, alors qu'il avait présenté sa position sur la crise au Proche-Orient.

Dans une entrevue accordée ensuite au Toronto Star, il s'est fait demander s'il s'était décidé à commenter la situation à cause du bombardement israélien qui a

frappé le village libanais de Cana, où des dizaines de civils ont été tués. «Non, ce n'était pas à cause de Cana, avait-il répondu. Cana était franchement inévitable. C'est la nature de la guerre en cours [...]. Quand on en est rendu là, ça démontre bien qu'on est aux prises avec une guerre plutôt sale et ça ne m'empêche pas de dormir.»

Presse canadienne

## ACTUALITÉS

## Les mesures de sécurité sont resserrées dans tous les aéroports du pays

SYLVAIN LAROCQUE

Ottawa — En réaction à la vaste opération antiterroriste menée hier en Grande-Bretagne, les autorités canadiennes ont resserré les mesures de sécurité aériennes — et il n'est pas exclu que d'autres restrictions soient ajoutées sous peu.

«Nous avons placé le système d'aviation en mode de vigilance accrue», a déclaré en conférence de presse le ministre des Transports, Lawrence Cannon, qui a dû interrompre ses vacances à l'Île-du-Prince-Édouard pour rentrer à Ottawa.

Quand on lui a demandé si le gouvernement envisageait d'interdire les appareils électroniques dans les bagages de cabine, M. Cannon a laissé la porte ouverte.

«Nous pourrions augmenter [les mesures de sécurité], a-t-il dit. Selon certaines informations, le complot déjoué prévoyait l'utilisation d'appareils photo.

Le ministre a tout de même confirmé que des policiers armés en civil de la Gendarmerie royale du Canada (air marshals) prendraient place à bord de certains vols décollant du Royaume-Uni.

Dans la foulée des attentats du 11 septembre 2001, des policiers de l'air sont déjà présents sur certains vols reliant le Canada à Washington, à New York et à quelques autres destinations.

«Même si de nouvelles précautions ont été mises en place, il est encore sécuritaire de prendre l'avion et je vous encourage tous à le faire», a tenu à dire le ministre Cannon.

Le gouvernement canadien a été informé pendant la nuit de l'imminence des arrestations en Grande-Bretagne.

«Le premier ministre était au courant avant que ça devienne public», a déclaré Dimitri Soudas, porte-parole de M. Harper, en refusant d'être plus précis. «C'est ce qui nous a permis de réagir rapidement ce matin [hier].»

Contrairement au président américain, George W. Bush, Stephen Harper n'a pas parlé au premier ministre britannique, Tony Blair, dans les heures précédant l'opération.

En revanche, le ministre de la Sécurité publique, Stockwell Day, a communiqué avec le secrétaire américain à la Sécurité intérieure, Michael Chertoff, et le secrétaire du Home Office britannique, John Reid, «pour discuter des mesures de sécurité accrues».

## Liquides prohibés

Comme aux États-Unis, les passagers ne peuvent plus apporter à bord d'un avion des liquides ou des gels dans leurs bagages à main. Ils peuvent toutefois transporter du lait maternisé, du lait maternel ou du jus, s'ils sont accompagnés d'un bébé ou d'un jeune enfant. Il est également permis d'avoir des médicaments à son nom.

Les passagers doivent mettre tous les liquides ou gels, y compris les boissons, shampooings, lotions solaires, crèmes, dentifrices et gels capillaires, dans leurs bagages enregistrés. Ces consignes s'appliquent pour tous les vols, y compris les vols intérieurs.

Transports Canada a demandé aux aéroports de restreindre la vente de boissons, de gels, de crèmes et de parfums dans les zones situées au-delà des points de fouille. Seuls les produits pouvant être consommés avant de monter dans



La sécurité avait été considérablement renforcée, hier, à l'aéroport Montréal-Trudeau.

l'avion sont autorisés. En outre, pour se conformer aux exigences des autorités britanniques, les voyageurs à destination du Royaume-Uni devront faire enregistrer tous leurs biens, les bagages à main étant interdits en cabine.

Enfin, l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien a annoncé que les passagers prenant des vols en direction des

États-Unis devraient enlever leurs chaussures afin qu'elles soient vérifiées aux rayons X.

## Pas de Canadiens impliqués

Evidemment, les Canadiens voyageant au Royaume-Uni, en Amérique du Nord et en Europe doivent s'attendre à des retards liés au resserrement des mesures de sécurité dans tous les aéroports.

août est le mois le plus occupé de l'année au Canada pour les aéroports. En moyenne, quelque 3000 vols, transportant 160 000 passagers, décollent et atterrissent chaque jour du mois d'août.

«Nous savons qu'il y aura des retards et nous sympathisons avec les voyageurs, mais nous croyons que les Canadiens comprennent», a déclaré Stockwell Day en conférence de

presse à Vancouver. En après-midi, son collègue Lawrence Cannon a cependant souligné que les retards n'avaient rien de d'anormal hier.

Par ailleurs, le ministre Day a indiqué qu'à sa connaissance, aucun Canadien n'était impliqué dans le complot. Il a félicité les autorités britanniques pour «avoir fait échouer cette importante menace terroriste».

Des fonctionnaires ont indiqué que le Canada n'était pas une cible «précise» dans le projet d'attentats. Plusieurs vols transatlantiques à destination des États-Unis passent toutefois au-dessus du territoire canadien, a fait remarquer le ministre Cannon.

Partout au Canada, les autorités feront preuve d'une vigilance accrue au cours des prochains jours. «Le niveau de sécurité à nos frontières [terrestres] est toujours très fort et disons qu'aujourd'hui et pour plusieurs jours, pendant que l'enquête continue, nous allons avoir des niveaux de sécurité plus élevés», a affirmé Stockwell Day.

Transports Canada a rappelé que, depuis le 1<sup>er</sup> janvier, tous les bagages enregistrés sont systématiquement soumis à une détection contre les explosifs, y compris ceux sous forme liquide, et ce pour les vols internationaux et intérieurs.

Le Centre des opérations du gouvernement, à Ottawa, assure la coordination des interventions des ministères et organismes fédéraux et communiquera, au besoin, avec les provinces et les territoires au cours de la journée, a-t-on précisé.

Le comité des opérations du cabinet fédéral s'est aussi réuni d'urgence hier après-midi.

Presse canadienne

## Aéroport Montréal-Trudeau

## De retour... deux heures plus tard que prévu

BRIGITTE SAINT-PIERRE

Présence de militaires avec des mitraillettes, très longues files d'attente, fouilles systématiques et retards importants dans les aéroports de la capitale britannique: c'est le tableau qu'ont brossé hier à Montréal des voyageurs, à leur sortie d'un avion en provenance de Londres.

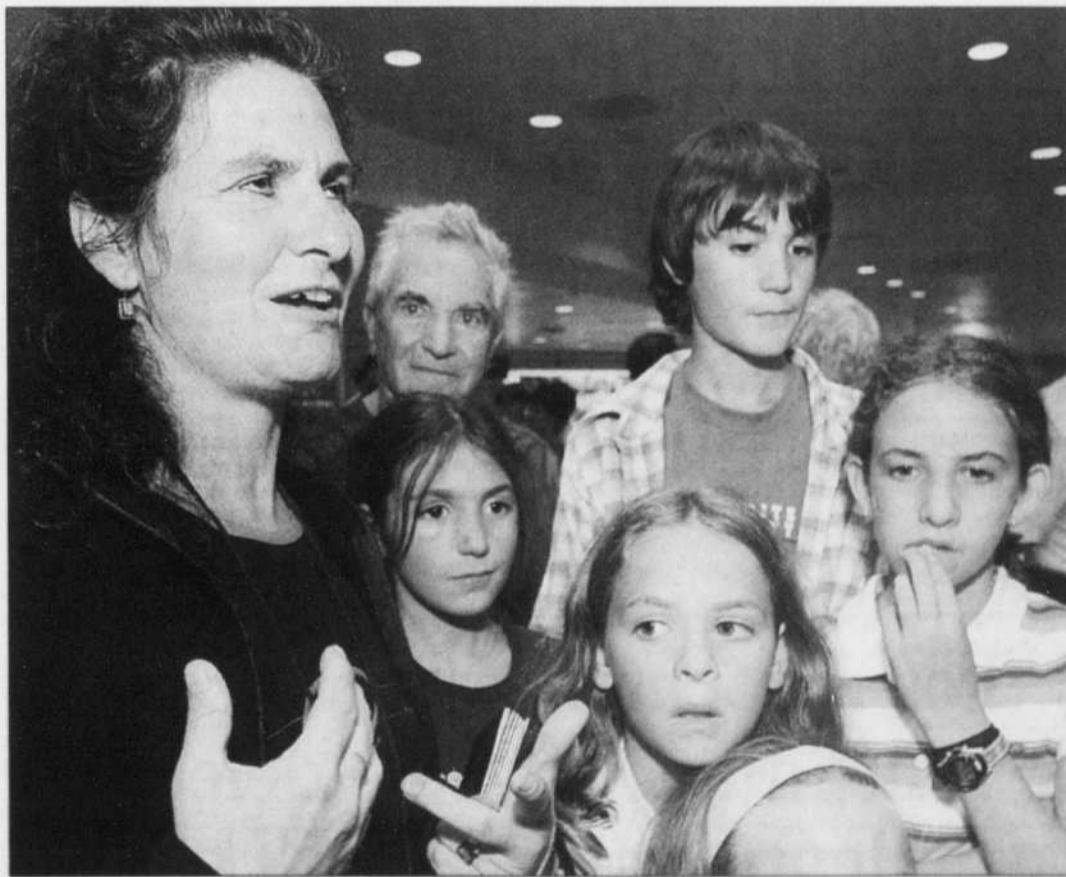
«Déjà, pour se rendre à l'aéroport d'Heathrow à Londres, c'était compliqué. Les voitures avançaient par paquets par paquets», a raconté hier Julie Perron à l'aéroport Montréal-Trudeau. Elle n'a pas vraiment eu peur et elle n'a pas non plus senti de panique de la part des autres voyageurs. «Je sentais l'urgence et le stress chez les employés de l'aéroport. Je sentais que c'était sérieux», a néanmoins dit la jeune femme de 30 ans. Elle raconte que cela a été «super long» avant de passer à la fouille et de pouvoir entrer dans l'avion.

«J'étais très inquiète. J'ai vécu un gros stress. J'étais super contente quand j'ai revu mon fils», a déclaré Louise Bourassa, qui était venue hier à l'aéroport Trudeau chercher son fils Jean-Simon, qui arrivait de Londres. «C'était tout une aventure, mais je n'étais pas inquiet. Il y a des avertissements à répétition», a dit son fils, Jean-Simon Gardnar, âgé de 20 ans. «Je crois que les autorités ont pris les mesures adéquates», a-t-il ajouté. Il a noté dans l'aéroport la présence de personnes portant de grosses mitraillettes. Tous les bagages devaient être enregistrés, rien ne pouvait être apporté dans l'avion, a-t-il mentionné.

«On n'avait le droit d'apporter aucune nourriture dans l'avion. On ne pouvait même pas apporter un stylo ou un journal», a-t-il dit. Il a dû enlever ses chaussures, qui ont été passées aux rayons X. Même si le détecteur de métal ne sonnait pas, les passagers devaient mettre les bras en croix et être fouillés, a-t-il ajouté. Comme Julie Perron, Jean-Simon Gardnar avait pris un vol d'Air Canada en provenance de London Heathrow, qui est arrivé à l'aéroport Trudeau à Montréal avec deux heures dix minutes de retard.

## Attente «épouvantable»

Laure Pettigrew, elle, était partie seule de l'aéroport Gatwick à Londres. «C'était vraiment long et compliqué. J'étais paniquée. C'était comme une fourmière. Les gens couraient partout. Je voyais des policiers, avec de grosses mitraillettes et des chiens. Je ne savais pas ce qui se passait», a-t-elle raconté.



Maria Izquierdo revenait de Londres hier, en compagnie de son fils, de sa fille et de deux nièces. Elle a appris seulement dans l'avion que des attentats terroristes avaient été déjoués.

Maria Izquierdo revenait aussi de l'aéroport Gatwick de Londres, accompagnée de son fils, de sa fille et de deux nièces. «Tous les avions étaient retardés. L'attente était épouvantable. Les gens ne paniquaient pas. Je ne pensais pas que c'était grave: deux militaires avec des armes parlaient en souriant. On ne savait pas ce qui se passait. On nous a dit que des mesures spéciales avaient été instaurées. C'est seulement dans l'avion que nous avons appris que des attentats terroristes avaient été déjoués», a-t-elle dit. On n'a pu apporter que notre passeport dans l'avion, a-t-elle dit.

Des avions en provenance d'autres villes sont aussi arrivés en retard, hier, à l'aéroport Montréal-Trudeau. C'est le cas de l'avion de M. et Mme Thorpe et d'Art Goldberg, en provenance de Philadelphie, qui est arrivé avec environ une heure de retard. «Ils ont jeté mes médicaments à la fouille parce que mon nom n'était pas écrit dessus», a déclaré Art Goldberg, qui dit n'avoir pas eu peur. En revanche, Rachel Thorpe était craintive. «J'ai toujours peur de prendre l'avion, mais là, j'avais encore plus

peur», a-t-elle dit.

A l'aéroport Montréal-Trudeau hier, il y avait davantage de personnel que d'habitude aux lieux de fouille. En dépit des mesures de sécurité renforcées, la majorité des vols au départ de Montréal étaient à l'heure. Ceux d'Air Canada à destination de Londres sont toutefois partis en retard, parce que les avions étaient eux-mêmes arrivés

en retard à Montréal. Davantage d'employés d'Aéroports de Montréal chargés de l'accueil et de la sécurité qu'à l'ordinaire travaillaient hier, pour être en mesure de répondre aux questions des passagers et de les rassurer. Plus de policiers que d'habitude étaient aussi sur place.

Le Devoir

## Marchés boursiers

## Les compagnies aériennes et le pétrole écopotent

La découverte d'un projet d'attentat en Grande-Bretagne a ébranlé les titres des compagnies aériennes et fait reculer le prix du pétrole, mais la réaction des marchés boursiers dans leur ensemble s'est révélée hier plutôt tiède par rapport à l'annonce des autorités.

Plusieurs compagnies aériennes ont fini en baisse, souffrant des craintes de diminution du nombre de passagers: United Airlines a perdu 1,30 % à 23,52 \$US et Continental Airlines, 1,45 % à 23,86 \$US. American Airlines a en revanche réussi à grignoter 0,10 % à 20,31 \$US.

Ces mêmes préoccupations entourant une possible baisse d'activité dans le voyage aérien se sont aussi reflétées sur les prix du pétrole. Ceux-ci se sont nettement repliés, le baril de brut cédant 2,35 \$US à 74 \$US sur le marché new-yorkais.

Or, cette baisse du prix du pétrole brut a eu un impact négatif à Toronto où la Bourse, à forte composante énergétique, a perdu 49,10 points à 11 959,05.

L'indice de l'énergie y a d'ailleurs perdu 1 %. La pétrolière Impériale a décliné de 0,41 \$ à 44,61 \$, Nexen a délaissé 0,81 \$ à 69,65 \$ et EnCana a baissé de 0,32 \$ à 61,29 \$.

Quant aux titres du transport aérien, ils ont piqué du nez mais se sont redressés par la suite. La société de portefeuilles détenant Air Canada a fait un gain net de 0,86 \$ à 27,90 \$, WestJet a cédé 0,19 \$ à 9,77 \$, pendant que le constructeur Bombardier a décliné de 0,02 \$ à 3,15 \$.

## Haussement d'épaules à Wall Street

Du côté américain, cependant, les investisseurs se sont montrés peu impressionnés par l'annonce du complot terroriste de grande

ampleur. Après quatre séances de baisse consécutives, l'indice Dow Jones des valeurs industrielles a terminé la séance à 11 124,37 points, en hausse de 0,44 %. Pour sa part, l'indice Nasdaq des valeurs technologiques a gagné 11,46 points, soit 0,56 %, à 2071,74 points.

Les marchés avaient d'abord ouvert en baisse hier matin. Mais les investisseurs ont davantage cherché à couvrir leurs positions après quatre journées consécutives de glissement, ont estimé plusieurs analystes en fin de journée.

Hugh Johnson, analyste chez Johnson Illington Advisors, a d'ailleurs relativisé l'impact de ce projet d'attentat sur le marché boursier. «Le terrorisme est important s'il conduit à une interruption de la croissance économique et de celle des profits. Or, cet événement n'implique aucun changement de perspective pour l'économie et les profits dans l'esprit des investisseurs», a-t-il commenté.

«N'oublions pas, quitte à paraître insensibles, que la guerre a tendance à être positive pour le marché car elle entraîne une augmentation des dépenses de défense», a ajouté M. Johnson.

Les marchés ont acquis une sorte d'immunité contre les événements mondiaux, a tranché Ian Filberman, gestionnaire d'actifs à la Banque Scotia. «A mon avis, le marché s'habitue à ce genre de surprises dans l'actualité», a-t-il dit. «Cela ajoute à l'incertitude mais, à moins que ce soit absolument dramatique [...], nous ne voyons pas le même impact sur le marché des actions que celui des attentats de septembre 2001.

Dans la foulée, le dollar canadien a perdu 0,47 c pour finir à 88,79 cUS.

Agence France-Presse et Presse canadienne

Alain MESSIER  
DICTIONNAIRE  
ENCYCLOPÉDIQUE ET  
HISTORIQUE DES  
PATRIOTES 1837-1838

L'auteur révèle les traces de plus de 5000 patriotes.

508 pages - 29,95 \$

GUERIN, éditeur 1860  
(514) 842-3481En vente dans toutes les librairies  
Les prix sont indiqués sous réserve de modifications.

Tirages des résultats du: 2006-08-09		Tirages des résultats du: 2006-08-09	
649	13 15 28 25	11 18 20 10	
	29 33 47	21 29 33	
GAGNANTS	LOTS	GAGNANTS	LOTS
6/6	0 33 394 676,00 \$	6/6	0 1 000 000,00 \$
5/6+	6 141 276,70 \$	5/6+	0 50 000,00 \$
5/6	329 2 128,40 \$	5/6	26 500,00 \$
4/6	19 124 69,30 \$	4/6	1 417 50,00 \$
3/6	357 691 10,00 \$	3/6	26 611 5,00 \$
2/6+	257 841 5,00 \$	Ventes totales	734 130,00 \$
Ventes totales	41 719 230 \$	Extra	8781983
Prochain gros lot (approx.)	42 000 000 \$		500 000 \$
			*Non compréhensible dans les deux sens
		SUPER 7	GROS LOT CE SOIR 12 000 000 \$

## • LES ACTUALITÉS •

Ambassadeur de l'UNICEF

## Corneille est de retour du Malawi

Avec 14 % de sa population qui est séropositive, ce pays d'Afrique est l'un des plus ravagés par le sida

LISA-MARIE GERVAIS

Il faut savoir que, dans un tableau désolant d'enfants orphelins, d'hôpitaux débordants de malades, de pères et de mères séropositifs, il existe une lueur d'espoir. Qu'il y a des hommes et des femmes prêts au changement, mais qui ne pourront rien faire sans ressources. C'est le message que rapporte Corneille du Malawi, après avoir passé cinq jours en juin en tant qu'observateur et ambassadeur de l'UNICEF pour le Canada.

«J'amène une compréhension différente de la situation. On a l'impression que c'est loin de nous. Malheureusement, beaucoup de gens croient que c'est perdu d'avance, remarque le chanteur, qui a fait la tournée de plusieurs centres de soins pour orphelins, d'écoles primaires et d'hôpitaux. Mais l'aide fournie n'est pas qu'une goutte d'eau dans l'océan», a-t-il tenu à rappeler.

Après quelques séjours au Maghreb et en Afrique de l'Ouest, souvent pour des concerts ou des visites brèves, Corneille a ainsi mis le cap sur le Malawi. Une porte ouverte, en quelque sorte, sur le Rwanda, son pays d'origine. «Physiquement, il y a des ressemblances très

fortes entre les deux pays. J'ai eu un peu l'impression de rentrer à la maison, de retourner à tout ça», a raconté le chanteur, qui n'est jamais retourné chez lui depuis le génocide qui a fait 800 000 morts en 1994 et a décimé sa famille.

Avec 14 % de sa population qui est séropositive, le Malawi, l'un des pays les plus pauvres au monde, est aussi l'un des plus ravagés par le sida. En 2005, un million d'habitants — en majorité des filles — de ce petit pays enclavé de l'Afrique australe vivaient avec le VIH, dont 83 000 étaient des enfants de moins de 14 ans. On estime que, sur un million d'orphelins au total, 500 000 ont vu le sida faucher la vie de leurs parents.

«La plupart du temps, le père n'est plus présent ou est déjà décédé, et la mère, même si elle vit encore, est tellement malade qu'elle ne peut plus s'occuper de ses enfants», a constaté Corneille, qui présentera un compte rendu de son expérience demain à Toronto, tout juste avant l'ouverture de la XVI<sup>e</sup> Conférence internationale sur le sida.

## Un problème multifactoriel

Dans ce pays au faible taux d'alphabétisation, où les épidémies se succèdent et la population souffre de malnutrition, la question du



Corneille a passé cinq jours au Malawi en juin en tant qu'ambassadeur de l'UNICEF pour le Canada.

sida devient un problème multifactoriel difficile à régler. Corneille l'a appris à ses dépens.

«L'information est très difficile à faire passer et l'éducation a du mal à trouver sa place dans ce combat-

la. Les gens ne savent pas tous lire et écrire, ça rend la tâche plus ardue», a-t-il noté. Cela fait beaucoup

de fronts à attaquer en même temps dans ce pays ultra-religieux où le président de la République lui-même ne parle pas d'autres formes de prévention que l'abstinence, a-t-il indiqué. «La culture même du pays va contre le combat qu'on essaie de mener, déplore l'artiste. Mais quand j'ai vu la volonté et la détermination des gens sur place, j'ai vu une lueur d'espoir. Les gens sont prêts à s'aider, ils ont juste besoin de ressources.»

Malgré tout, Corneille garde en tête les visages de tous ces enfants malawites qui jouent et rient, à l'instar de tous enfants de la terre. Mais plus particulièrement ceux de ces dix orphelins, frères et sœurs, cousins et cousines d'une même famille qui, après le décès de leurs parents, n'ont pas voulu être dispersés dans différents orphelinats. Agés de 2 à 6 ans, ces enfants ont insisté pour continuer à vivre ensemble, dans la même hutte familiale, sous le regard vigilant des voisins et du chef du village. «Ils continuaient d'avoir des rêves. La plus petite voulait devenir policière plus tard. J'ai trouvé ça ironique, se souvient le chanteur. N'empêche que c'est l'image qui m'a le plus touché.»

Le Devoir

Près de Maniwaki

## Les Algonquins de Kitigan Zibi ont toujours des problèmes d'eau potable

NORMAN DELISLE

Québec — La communauté algonquine de Kitigan Zibi, à proximité de Maniwaki, connaît des problèmes d'eau potable depuis une dizaine d'années.

«Il y a un risque élevé à Kitigan Zibi, où il y a des dépôts d'uranium dans une source d'eau potable», a rappelé hier le chef de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador, Ghislain Picard, devant un comité d'experts chargé par le gouvernement fédéral d'analyser la qualité de l'eau potable dans les communautés autochtones au Canada.

Ailleurs au Québec, la qualité de l'eau de consommation disponible dans les villages autochtones paraît acceptable, selon M. Picard.

Une étude récente révélait toutefois qu'à Mashteuiatsh, au Lac-Saint-Jean, on trouve dans l'eau potable un sous-produit du traitement de l'eau par chloration. Le rapport mentionne également que 15 des 37 systèmes qui alimentent des communautés autochtones ont besoin de réparations.

Les problèmes d'approvisionnement en eau potable des 1500 Algonquins de Kitigan Zibi datent d'au moins dix ans. L'eau des puits contient de fortes concentrations d'uranium, un élément radioactif qui nuit aux fonctions rénales.

En 1999, Santé Canada a demandé que l'eau de l'endroit ne soit pas consommée. Depuis, de l'eau embouteillée est distribuée aux quelque 1500 résidents de Kitigan Zibi, dans le cadre d'un programme qui coûte 200 000 \$ par année à Ottawa. On cherche toujours une solution permanente.

## Groupe d'experts

Ailleurs au Canada, quelque 80 collectivités amérindiennes ont été avisées de faire bouillir leur eau avant de la consommer. On compte 21 collectivités dont le cas est jugé plus risqué et où des mesures correctives ont dû être mises en place.

C'est pourquoi le gouvernement fédéral a créé un groupe d'experts pour analyser la salubrité de l'eau potable dans les collectivités autochtones et suggérer une réglementation. Le groupe d'experts est dirigé par Harry Swain, de l'Institut canadien d'études climatologiques, qui a présidé un comité de recherche pour l'enquête de Walker-ton. Le comité Swain était de passage à Québec hier.

Dans son témoignage, le chef innu Ghislain Picard a expliqué que la question de fond demeurait la prise de contrôle des communautés autochtones sur la gestion de leur eau potable. «Il faudrait regarder à moyen terme la possibilité que les communautés autochtones exercent un plus grand contrôle sur la gestion de l'eau potable», a-t-il dit.

Ces communautés devraient pouvoir élaborer leur propre règlement en matière d'eau potable, pour autant qu'il s'harmonise aux standards québécois.

Le but final est de s'assurer que les peuples autochtones jouissent de services équivalents à ceux de l'ensemble des Québécois en matière d'accès à une eau potable de qualité. «Le gouvernement fédéral dit que sa responsabilité est limitée, mais il est inacceptable qu'au Canada des communautés n'aient pas le service minimal en matière d'eau potable», a conclu M. Picard.

Presse canadienne

Saskatchewan

## Whitmore pourrait être déclaré criminel dangereux

TIM COOK

Regina — Si Peter Whitmore est déclaré coupable d'enlèvement et d'agression sexuelle à l'endroit d'un garçon de la Saskatchewan et d'un adolescent manitobain, il pourrait passer une période de temps indéterminée derrière les barreaux.

Le bureau du procureur général de la Saskatchewan a indiqué hier qu'il demanderait que Whitmore soit reconnu comme un criminel dangereux s'il est jugé coupable, en dépit d'une recommandation contraire de la GRC.

«À l'heure actuelle, il existe des chances raisonnables pour qu'à la suite d'une condamnation, M. Whitmore soit déclaré criminel dangereux, ce qui fait que nous prévoyons entamer des procédures en ce sens», a déclaré le procureur

Anthony Gerein à des journalistes à la sortie de la cour provinciale.

Whitmore a brièvement comparu en justice, hier. Les procédures ont été ajournées jusqu'au 24 août. Il fait l'objet de deux chefs d'accusation d'enlèvement, de deux chefs d'accusation d'agression sexuelle ayant causé des lésions corporelles et d'un chef d'accusation d'enlèvement d'un enfant de moins de 14 ans.

Il est détenu depuis le 1<sup>er</sup> août. Il s'est alors rendu à la police dans une maison de campagne abandonnée près de Kipling, en Saskatchewan, où il s'était barricadé pendant 10 heures après une poursuite de deux jours. Les deux jeunes ont été libérés durant l'affrontement avec la police et ils ont retrouvé leur famille respectivement.

Presse canadienne

## Cuisiner avec les OGM

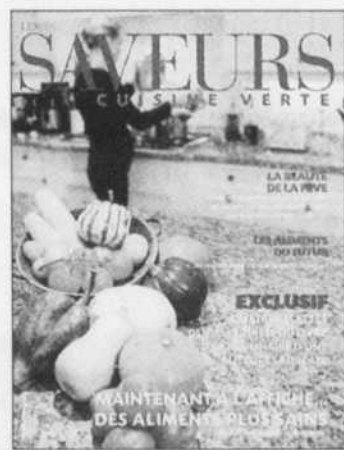
Des fabricants de transgènes viennent de lancer un magazine culinaire pour démystifier les aliments transgénétiques du marché canadien

FABIEN DEGLISE

Crostinis de chèvre chaud et leur vinaigrette à l'huile de canola génétiquement modifiée. Truite en croûte de maïs manipulé en laboratoire et tarte à la courge issue du génie génétique avec sa crème glacée au soja et aux gènes transformés...

Convaincus des vertus des organismes génétiquement modifiés (OGM), les fabricants de transgènes veulent inciter les consommateurs à en manger en toute connaissance de cause. Et pour les convaincre, ils viennent de lancer un magazine culinaire pour démystifier «les aliments transgénétiques du marché canadien», mais aussi pour apprendre au passage aux consommateurs à les cuisiner dans les plats de tous les jours.

Avec *Les Saveurs de la cuisine verte* — *Tastes from the green kitchen*, dans la deuxième langue officielle —, le Conseil de l'information en biotechnologie souhaite ainsi mettre les pendules à l'heure et donner «de l'information fiable aux consommateurs sur les OGM, une technologie sécuritaire», a commenté cette semaine en entrevue au *Devoir* Ray Mowling, porte-parole du Conseil. Basé à Toronto, cet organisme est finan-



cé par les grands pourvoyeurs d'OGM — Monsanto, BASF, Bayer et consorts — ainsi que par BIOTECanada et CropLife Canada, deux groupes de pression de l'industrie. Son mandat est d'«améliorer la compréhension et l'acceptation» des OGM dans la société par «une variété de moyens de communication», indique son site Internet.

Disponible en ligne ([infobiotechologie.qc.ca](http://infobiotechologie.qc.ca)) ou en format imprimé, le nouveau magazine, dont la facture emprunte aux publications contemporaines dédiées à l'art de vivre et de manger, explore donc

l'univers de la biotechnologie pour mieux convaincre une population généralement craintive par rapport aux OGM. Il y est question de bienfaits sur la santé, de produits de beauté issus de transgènes et de lutte aux allergies, mais aussi d'avenir avec l'apparition, selon les auteurs de cette revue, de plantes génétiquement modifiées pour combattre le cancer.

## Des recettes

Section bouffe, *Les Saveurs de la cuisine verte* propose aussi trois recettes qui «contiennent toutes au moins un ingrédient issu de la biotechnologie», peut-on lire. Et ce, pour bien montrer qu'il n'existe «aucune différence entre les aliments transgénétiques et les aliments conventionnels ou biologiques», écrit Rose Murray, auteure ontarienne de livres de recettes qui a concocté cette entrée de chèvre sur légumes feuilles, cette truite en croûte de maïs jaune sur salade tiède de lentilles et pommes de terre ainsi que cette tarte à la courge et au brandy.

La démarche n'étonne pas Dominic Grégoire, un cultivateur de Napierville présenté comme un des collaborateurs de la revue, même s'il avait candidelement n'avoir «rien écrit dedans». «C'est une bonne idée», lance le jeune

homme, sorte de caution francophone d'une publication conçue en anglais et traduite pour le marché québécois. «Il n'y a aucune étude qui prouve que les OGM sont mauvais pour la santé. Les craintes reposent sur l'ignorance. Pourquoi avoir peur de cuisiner avec?»

Pour Lise Renaud du Centre de recherche média et santé de l'UQAM, cette stratégie de communication, par voie de magazine sur papier glacé, risque d'ailleurs fort de porter fruit. «Les consommateurs sont dans la confusion en ce qui concerne la santé et l'alimentation, dit-elle. Une recette de cuisine, c'est "vendeur". Ça vient titiller le côté hédoniste des Québécois et ça apporte quelque chose de positif qu'on est plus apte à écouter.»

À ce jour, «plusieurs milliers de copies» du premier numéro des *Saveurs de la cuisine verte* ont été distribuées dans les deux langues à travers le pays, dit M. Mowling. Le Conseil n'envisage toutefois pas la création d'un bouquin de cuisine 100 % OGM... pour le moment du moins. Pourquoi? «Les OGM ne procurent pas d'avantages aux consommateurs, avoue le porte-parole. Ce sont les agriculteurs qui en profitent le plus pour le moment.»

Le Devoir

## Les autochtones dénoncent le refus du Canada de défendre leurs droits à l'ONU

CLAUDE LÉVESQUE

Trois groupes autochtones ou de défense des droits de l'homme ont profité de la Journée internationale des populations autochtones, mercredi, pour dénoncer le fait que le Canada s'oppose au projet de déclaration sur les droits de ces populations, projet qui doit être soumis au vote lors de la prochaine session de l'Assemblée générale de l'Organisation des nations unies.

Le Canada et la Russie sont en effet les deux seuls pays qui ont voté contre le texte, fin juin, au Conseil des droits de l'homme de l'ONU. Mais les États-Unis, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, qui ne siègent pas au Conseil des droits de l'homme, ont fait savoir qu'ils feraient de même à l'Assemblée générale cet automne.

Ghislain Picard, le grand chef de l'Association des Premières Nations du Québec et du Labrador, se dit surpris par la position d'Ottawa «au regard du travail accompli depuis plus de vingt ans», soit depuis le début des discussions portant sur le projet de déclaration en question. «Il est navrant de voir le gouvernement canadien faire un tel geste à ce stade», estime M. Picard, ajoutant: «Le Canada est pourtant bien perçu à l'échelle internationale, car la Constitution contient depuis 1982 des articles qui protègent les droits des autochtones.»

Tout en refusant de conjecturer sur les motivations du gouvernement canadien, le grand chef note quand même que «les conservateurs sont plus ou moins ouverts» sur la question autochtone, citant leur refus de respecter les engagements financiers qu'avaient pris leurs prédécesseurs libéraux.

## Position du Canada

Dans un discours prononcé à Vancouver le 13 juillet, le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, Jim Prentice, avait déclaré que «notre gouvernement appuie les objectifs d'une déclaration sur les droits des autochtones, mais il croit qu'il faut poursuivre les discussions pour créer un texte plus clair.»

«Je veux qu'il soit bien compris qu'aucun gouvernement au Canada n'a jamais approuvé le texte en cours de discussion. Nous serions favorables à un texte qui s'inspire du cadre de la Loi constitutionnelle, de la Charte canadienne et des arrêts de notre Cour suprême», avait-il ajouté.

Dans un communiqué, la section canadienne francophone d'Amnistie internationale estime que le Canada s'oppose au texte onusien par crainte de s'exposer à des critiques sur «la manière dont [il] a réglé avec les populations autochtones la question des terres dans le passé.»

«Est-ce le fait du changement de gouvernement ou est-ce le fait que le projet de déclaration est enfin sur le point de se concrétiser?», se demande Anne Sainte-Marie, porte-parole d'Amnistie.

Pour Survival International, une organisation basée au Royaume-Uni, «il est vraiment consternant que le Canada ait décidé de se joindre à la Russie dans son opposition au projet de déclaration.»

Selon les Nations unies, les peuples autochtones représentent 370 millions de personnes dans près de 70 pays.

Le Devoir

## Lèche-vitrine dans un magasin de Manhattan

New York — Du lèche-vitrine qui peut coûter cher: une boutique new-yorkaise permet aux accros du magasinage de faire chauffer leur carte de crédit sans même passer le seuil du magasin.

Au cœur de Manhattan, une boutique de prêt-à-porter Polo Ralph Lauren a installé un écran holographique interactif sur sa vitrine. De cette façon, les passants qui se promènent sur Madison Avenue peuvent acheter des chemises, des jupes et des pantalons exposés à l'intérieur du magasin rien qu'en effleurant la vitrine, inspirée du film de Steven Spielberg *Minority Report*.

Les articles sélectionnés sur l'écran, tous tirés de la ligne de vêtements de sport portant le sigle de l'U.S. Open, tournoi de tennis du grand chelem, peuvent être choisis en fonction de la taille et de la couleur par une simple petite pichenette sur la glace.

Une fois, qu'ils ont terminé leurs achats et réglé la note, les clients sont en mesure d'entrer une adresse de livraison grâce à un clavier qui apparaît sur la vitrine. Un appareil pour payer par carte a été installé à l'extérieur du magasin.

Associated Press

## LE MONDE

Washington et Paris s'entendent

## Entente imminente à l'ONU sur le Liban

Israël poursuit son offensive et rencontre une forte résistance du Hezbollah

Après 30 jours de conflit, des combats acharnés ont opposé hier le Hezbollah à des unités israéliennes qui ont réussi à progresser au Liban sud, au moment où, à l'ONU, la diplomatie affichait un optimisme prudent quant à la conclusion d'un accord visant à mettre fin à un mois de conflit sanglant.

Israël a assuré n'avoir pas encore lancé les opérations terrestres étendues en territoire libanais, décidées la veille par le cabinet de sécurité, afin de permettre, selon la version officielle, la conclusion des difficiles tractations en cours aux Nations unies à propos d'un texte de résolution.

Signe d'une avancée dans les pourparlers, le premier ministre britannique Tony Blair a estimé que le Conseil de sécurité pourrait se mettre d'accord sur un texte au cours des prochaines 24 heures, selon Downing Street.

Même ton optimiste de la part du chef de la diplomatie française, Philippe Douste-Blazy, qui a déclaré s'attendre à un accord «d'un moment à l'autre». Il a rappelé les conditions françaises à un accord touchant le texte de la résolution, entre autres un retrait progressif de l'armée israélienne du Liban sud.

«J'ai vu qu'il y avait depuis maintenant 24 heures des progrès très positifs. Les choses bougent aujourd'hui à New York», a-t-il ajouté.

Plus, l'ambassadeur américain aux Nations unies, John Bolton, a déclaré hier soir qu'il pourrait y avoir un vote dès aujourd'hui sur une résolution destinée à mettre un terme à la guerre entre Israël et le Hezbollah au Liban.

«Il est tout à fait possible que nous ayons un vote demain [vendredi]», a-t-il déclaré après un entretien avec son homologue français Jean-Marc de La Sablière. «Nous avons résolu certaines des zones de désaccord avec les Français.»

Le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, a pour sa part appelé à l'adoption avant la fin de la semaine d'une résolution sur le Liban par le Conseil de sécurité.

A Jérusalem, le député Otniel Scheller, un conseiller du premier ministre israélien Ehoud Olmert, a expliqué qu'un nouveau projet de résolution était en train d'être rédigé, un texte «important qui pourrait mettre fin à la guerre».

«Mais si le projet n'est pas accepté, il y a la décision du cabinet de sécurité», a-t-il noté. Le cabinet de sécurité israélien a décidé mercredi d'étendre plus au Nord son offensive terrestre contre le Hezbollah au Liban, en laissant cependant aux diplomates un délai de deux ou trois jours pour débattre d'un projet de résolution destiné à mettre un terme aux combats.

## Des conditions

Israël a réitéré hier soir une série de conditions pour donner son feu vert à un projet de résolution de l'ONU. «D'intenses contacts diplomatiques ont lieu, notamment avec le bureau du premier ministre Ehoud Olmert et la ministre des Affaires étrangères Tzipi Livni», a affirmé un responsable à la présidence du Conseil, qui a requis l'anonymat.

Parmi les points qu'Israël souhaitait voir inscrits dans le texte figurent «l'éloignement du Hezbollah du sud du Liban au-delà du Litani, la libération des deux soldats israéliens enlevés le 12 juillet, le déploiement d'une force internationale disposant de véritables pouvoirs au Liban sud ainsi que le long de la frontière libano-syrienne afin d'empêcher le trafic



Des soldats israéliens attendaient hier près d'un poste d'observation de la FINUL, à Kiriati.

d'armes en faveur du Hezbollah, et le désarmement à terme du Hezbollah».

La France et les États-Unis sont partis de propositions éloignées sur le retrait de l'armée israélienne, principale exigence formulée par le Liban et les pays arabes. Les États-Unis souhaitaient que ce retrait intervienne après la conclusion d'un accord politique et la France, qu'il débute dès la cessation des hostilités.

La voie était étroite pour trouver une solution à la fois acceptable par le Liban et Israël. La France a proposé un retrait progressif de Tsahal, qui intervient parallèlement à la mise en place des troupes libanaises en coordination avec la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL), qui serait alors renforcée.

Hier encore se succédaient les réunions à deux (entre les deux ambassadeurs) et à cinq (avec les autres membres permanents du Conseil de sécurité). «On est passé de deux textes concurrents mercredi à un texte unique avec des options différentes qu'on tente de consolider», explique un diplomate français. Les États-Unis auraient accepté l'idée qu'un début de retrait israélien intervienne avant un règlement complet du différend. C'est notamment sur cette question que le gouvernement libanais était consulté hier. Les États-Unis ont également accepté qu'une FINUL renforcée épaula l'ar-

mée libanaise avant la mise en place d'une force internationale liée à un accord politique.

## Sur le front

Sur le terrain, dans les secteurs frontaliers au Liban sud, des colonnes de blindés venues du nord d'Israël ont progressé de sept kilomètres en territoire libanais et tentaient hier de prendre en tenailles la ville de Khiam, place forte du Hezbollah.

Toute la journée, de violents combats ont fait rage à l'entrée de la ville. Le Hezbollah a lancé une contre-offensive et plusieurs blindés ont été détruits. Le Hezbollah a affirmé dans un communiqué avoir détruit 11 chars, tué 18 soldats et blessé plusieurs autres dans les combats.

A 10 kilomètres au nord-ouest de Khiam, une unité de l'armée israélienne a occupé un bâtiment de la caserne de l'armée libanaise dans la ville chrétienne de Marjayoun, selon un officier sur place.

Un soldat israélien a été tué dans des combats près de Marjayoun, a indiqué Tsahal, qui a perdu 81 hommes depuis le début de l'offensive au Liban le 12 juillet, déclenchée par la capture par le Hezbollah de deux soldats israéliens à la frontière.

A Beyrouth, l'aviation israélienne a largué des tracts demandant aux derniers habitants de la banlieue sud, un secteur chiite où est implanté le Hezbollah, de quitter leurs habitations, en prévenant

que «l'armée israélienne allait étendre ses opérations» sur la capitale. La marine israélienne a d'ailleurs bombardé deux relais de la radio d'Etat, au cœur et au nord de Beyrouth, faisant deux blessés. C'est la deuxième fois que Beyrouth même est touchée depuis le 19 juillet.

Les raids aériens israéliens ont fait quatre tués et ont notamment visé l'est et le sud du pays. Plus de 1100 personnes, en majorité des civils, ont été tués au Liban en 30 jours de conflit.

Dans la nuit, Tsahal avait pris le contrôle des localités chrétiennes de Marjayoun et de Qlaiah, où un couvre-feu a été imposé.

De sources proches du Hezbollah et de la sécurité libanaise, on fait également état d'affrontements violents hier près des villages de Taibe, de Kantara et de Markaba.

## Peu de résultats

Un mois de guerre n'a pas permis à Israël de mettre en déroute le Hezbollah, qui continue de tirer quotidiennement des roquettes du Liban sur le nord d'Israël, où deux Arabes israéliens, une mère et son enfant, ont péri dans la journée, portant à 38 le nombre de civils israéliens tués depuis le 12 juillet.

Si les combats terrestres se concentrent au Liban sud, où Israël veut instaurer une zone de sécurité dans le secteur frontalier afin d'en éloigner les combattants du Hezbollah, la guerre a causé des destructions dévastatrices dans tout le pays.

Plus de 900 000 personnes ont été déplacées, le quart de la population libanaise. Les organisations humanitaires s'alarment des difficultés à acheminer de l'aide aux populations piégées par les combats au sud, et à circuler ailleurs dans le pays, où routes et ponts sont détruits.

Le coordinateur des affaires humanitaires de l'ONU, Jan Egeland, a accusé Israël et le Hezbollah d'empêcher l'aide de parvenir à 120 000 personnes bloquées au Liban sud. Mais le président du Comité international de la Croix-Rouge, Jakob Kellenberger, a déclaré avoir reçu les assurances du premier ministre israélien Ehoud Olmert qu'il allait «faciliter l'accès de nos équipes sur le terrain».

A Genève, des pays musulmans ont présenté hier devant le Conseil des droits de l'homme de l'ONU un projet de résolution condamnant Israël, responsable selon eux de bombardements aveugles et de massacres de civils au Liban sud.

Le texte sera examiné aujourd'hui par les représentants des 47 États membres, lors d'une séance extraordinaire de cet organe créé en juin pour remplacer la Commission des droits de l'homme.

Le projet, soutenu jusqu'à présent par dix pays, condamne l'offensive militaire israélienne engagée depuis le 12 juillet contre le Hezbollah libanais, estimant qu'elle «constitue une violation grossière et systématique des droits de l'homme du peuple libanais».

Des pays musulmans, dont l'Algérie, le Bangladesh, l'Indonésie, la Jordanie, la Malaisie, le Maroc et le Pakistan, ont reçu le soutien cette semaine de la Russie, la Chine et l'Afrique du Sud, pour convoquer une session extraordinaire de l'organe onusien. Mais on ignore si Moscou, Pékin et Pretoria vont voter pour le texte.

Agence France-Presse, Associated Press, Libération et Reuters

## La violence s'accroît au Darfour

Genève — La violence a atteint un niveau catastrophique au Darfour, province de l'ouest du Soudan en proie à une guerre civile depuis trois ans, a averti hier le coordinateur des affaires humanitaires de l'ONU, Jan Egeland.

«S'il n'y avait pas une guerre au Liban, nous serions tous mobilisés pour remédier à la détérioration de la situation au Darfour», a-t-il souligné lors d'une conférence de presse.

«Nous n'avons pratiquement aucun accès [pour l'aide humanitaire] au Darfour et nous avons enregistré une augmentation de plus de 100 % des attaques et affrontements dans la première moitié de l'année, par rapport à la même période de 2005. La situation empire et devient catastrophique au Darfour», s'est alarmé le responsable onusien.

Huit travailleurs humanitaires ont été tués au Darfour depuis cinq semaines, selon l'ONU, qui signale aussi une augmentation

des détournements de véhicules des agences humanitaires (30 depuis le début de l'année contre neuf l'an dernier).

«Nous ne pouvons pas faire face à la situation même si nous menons au Darfour la plus grande opération humanitaire jamais tentée», a averti Jan Egeland.

Un rapport de l'ONU publié mercredi avertit que l'accord de paix signé en mai au Darfour est «voué à l'échec» parce que la situation des droits de l'homme a empiré depuis sa signature. Au total 250 000 personnes au Darfour ont besoin d'une aide d'urgence mais sont inaccessibles.

Malgré l'accord signé en mai dernier entre le gouvernement central et une partie des mouvements rebelles, le conflit continue de faire rage. Depuis février 2003, la guerre civile au Darfour a fait au moins 200 000 morts et plus de deux millions de déplacés.

Agence France-Presse

## RDC: Kabila est toujours en tête

Kinshasa — Le président Joseph Kabila conservait jeudi toujours largement la tête de l'élection présidentielle du 30 juillet en République démocratique du Congo (RDC) face au vice-président Jean-Pierre Bemba, loin devant les autres candidats, selon des derniers résultats partiels.

Selon ces chiffres, qui portent sur 9,4 % des quelque 25 millions d'inscrits, M. Kabila obtient 46,9 % des suffrages exprimés, largement devant M. Bemba qui en rassemble 25,4 %. Très loin derrière, en troisième position, on trouve Oscar Kasshala, médecin congolais basé aux États-Unis, avec 3,5 % des voix.

Ces résultats ont été comptabilisés à partir des résultats affichés par plusieurs centres de compilation dans l'ensemble du pays et qui représentent 24 des 169 circonscriptions de RDC.

Aucun taux national de participation n'était disponible hier.

Les résultats d'une vingtaine d'autres circonscriptions pourraient être affichés aujourd'hui, selon la Commission électorale indépendante (CEI), qui a estimé être toujours en mesure de respecter l'échéance du 20 août pour annoncer les résultats provisoires de cette élection présidentielle historique. — AFP

## Une poursuite unique contre les écoutes téléphoniques

Washington — Une commission judiciaire américaine a annoncé hier le regroupement devant un juge californien de toutes les poursuites engagées contre les opérateurs téléphoniques soupçonnés d'avoir collaboré à un programme d'écoutes extrajudiciaires ordonné par le président George W. Bush.

Plusieurs dizaines de procédures ont été engagées à travers le pays par des clients et des associations qui accusent les opérateurs d'avoir violé leur vie privée en collaborant avec la NSA, l'agence de renseignement électronique.

A chaque fois, le gouvernement s'est interposé en demandant aux juges de déclarer les plaintes irrecevables au nom du secret d'Etat.

Pour faciliter ces démarches et éviter les décisions contradictoires, le gouvernement et les opérateurs ont également saisi une commission, composée de juges fédéraux et chargée d'unifier les procédures multiples, afin de demander le regroupement de 17 recours devant le tribunal fédéral de Washington. La commission a accepté d'unifier les

procédures, mais devant le juge Vaughn Walker à San Francisco, qui avait été saisi de la première affaire au début de l'année.

Le 20 juillet, le juge Walker a également été le premier à rejeter l'argument du secret d'Etat, estimant que le gouvernement avait reconnu trop d'éléments pour que le programme soit encore un vrai secret. Le gouvernement a fait appel de cette décision le 1<sup>er</sup> août, insistant sur le fait que la plainte risquait «d'entraîner la divulgation d'informations confidentielles et de nuire de manière irréparable aux intérêts des États-Unis».

Le programme mis en place par la NSA après les attentats du 11-Septembre pour écouter des conversations entre les États-Unis et l'étranger sans mandat de la justice et recueillir des millions de relevés d'appels téléphoniques a été révélé par étapes dans la presse américaine depuis décembre. L'administration Bush a reconnu son existence, mais assuré qu'il était légal et ne visait que les organisations terroristes.

Agence France-Presse

## EN BREF

## Pays-Bas: arrestation d'un Rwandais pour crimes de guerre

Amsterdam — La police d'Amsterdam a interpellé un homme de 38 ans soupçonné d'avoir été mêlé à des crimes de guerre au Rwanda lors du génocide du printemps 1994. Selon le parquet, à l'origine de l'information diffusée hier, le suspect, Joseph M., fait l'objet d'une enquête depuis le mois de mai à la suite de renseignements émanant des services d'immigration. Il aurait participé à des attaques contre des membres de la minorité tutsie à Mugonero, d'après des dépositions écrites recueillies auprès de témoins. L'homme, placé en détention, devrait comparaître devant un tribunal néerlandais d'ici trois mois. Le frère du suspect a été condamné par le Tribunal pénal international pour le Rwanda basé à Arusha, en Tanzanie, à 25 ans de prison, a précisé le parquet. Depuis sa mise en place en 1994, ce tribunal de l'ONU a déjà inculpé plus de 80 personnes pour des crimes relatifs au génocide rwandais. Trois ont été acquittées et 25 reconnues coupables. — Reuters

## Nouveaux enlèvements au Nigeria

Lagos — Deux nouveaux expatriés ont été enlevés hier dans le sud du Nigeria, dernières victimes d'une vague de violences visant le secteur pétrolier du premier producteur africain et sixième exportateur mondial de brut. Cet incident porte à 11 — dont 10 expatriés — le nombre d'employés du secteur enlevés depuis une semaine dans la région productrice du delta du Niger, théâtre d'attaques récurrentes visant compagnies et installations pétrolières et qui ont amputé d'un tiers la production du pays. Les deux derniers expatriés ont été enlevés dans une embuscade à Port Harcourt, principal centre de l'industrie pétrolière. «D'après nos informations, les deux hommes ont été interceptés sur une route de la ville, obligés à descendre de leur véhicule et enlevés. Nous ignorons leur identité», a déclaré un porte-parole d'une pétrolière à Lagos. Les forces de sécurité nigérianes n'étaient pas immédiatement en mesure de confirmer ces nouveaux enlèvements. Mardi, deux Norvégiens et deux Ukrainiens aient été kidnappés sur un bateau de soutien au large des côtes du delta. — AFP

## Irak: un attentat, 35 morts

Au moins 35 personnes ont été tuées hier dans un attentat suicide dans la ville sainte chiite de Najaf, le dernier d'une vague d'attaques confessionnelles meurtrières en Irak.

Un homme a fait détoner sa ceinture d'explosifs à l'entrée d'un marché de la vieille ville, à 150 mètres du mausolée de l'imam Ali. Outre les 35 tués, 122 personnes ont été blessées, selon les services de santé. La police a bouclé la ville et interdit la circulation automobile.

Un groupe islamiste sunnite peu connu, les Soldats des compagnons du Prophète, a revendiqué l'attentat au nom de la défense de la communauté sunnite.

Un porte-parole du Conseil supérieur de la révolution islamique en Irak (CSRII), l'un des plus importants partis chiites dirigé par Abdel Aziz Hakim, a condamné l'attentat. De son côté, le porte-parole du chef radical chiite Moqtada Sadr, Saheb al-Améri, a appelé les autorités irakiennes «à prendre des mesures de sécurité draconiennes».

Najaf abrite le mausolée de l'imam Ali, important lieu saint de l'islam chiite. La ville a déjà été la cible d'attentats sanglants: le 29 août 2003, 83 personnes, dont le dignitaire chiite Mohammad Baqer Hakim, chef du CSRII, ont péri dans un attentat à la voiture piégée.

Ailleurs en Irak, 15 personnes ont été tuées hier. Près de Baqouba, au nord de Bagdad, deux policiers ont été tués et sept blessés dans une attaque contre leur poste.

Le premier ministre irakien Nouri al-Maliki a pourtant lancé à la mi-juin, à grand renfort de publicité, un plan de sécurité pour Bagdad, pour lequel plus de 50 000 membres des forces de sécurité irakiennes et soldats américains ont été déployés.

Agence France-Presse et Reuters

LE MARCHÉ BOURSIER

Table A: Stock market data for various companies, including columns for Volume, Haut, Bas, and variations.

Table B: Stock market data for various companies, including columns for Volume, Haut, Bas, and variations.

Table C: Stock market data for various companies, including columns for Volume, Haut, Bas, and variations.

Table D: Stock market data for various companies, including columns for Volume, Haut, Bas, and variations.

TORONTO NEW YORK

Table of market indices: TSX (11 959,05), Dow Jones (11 124,37), Dollar (88,79 \$), and New York (634,90 \$).

LES DEVISES

Table of exchange rates for various currencies including the Euro, British Pound, and others.

COUP D'ŒIL



Table of market performance: Standard & Poors TSX, Canadian Smallcap, Canadian MidCap, and various industry indices.

Canadian Venture

Table of Canadian Venture market performance: S&P CDNX, 30 Industrielles, 20 Transports, etc.

Les plus actifs de Toronto

Table of the most active stocks in Toronto: NORTEL NETWORKS, BREAKWATER RES, EUROZINC MNG CP, etc.

Les plus actifs du Canadian Venture

Table of the most active stocks in the Canadian Venture market: AADC IND INC, PLEXMAR RES INC, RAPTOR CAPITAL C, etc.

Advertisement for www.Gourou.tv, featuring a portrait of a man and promotional text.

INDICES QUÉBEC



Advertisement for CENTRE D'ANALYSE ET DE SUIVI DE L'INDICE QUÉBEC, including contact information and a logo.

# ÉCONOMIE

## La Cour suprême entendra un recours contre Rogers

SYLVAIN LAROCQUE

Ottawa — La Cour suprême a annoncé hier qu'elle examinerait une affaire de recours collectif contre Rogers Sans-fil qui soulève la question des clauses d'arbitrage contenues dans plusieurs contrats de vente de biens et services.

En novembre 2004, le Québécois Frederick Muroff a déposé une requête en autorisation d'intenter un recours collectif contre Rogers. M. Muroff estimait «abusifs» les frais de 4 \$ la minute que l'entreprise facturait pour l'utilisation d'un téléphone cellulaire dans certaines régions des États-Unis. De plus, il était d'avis que Rogers ne les avait pas suffisamment expliqués à ses abonnés.

En juin 2005, la Cour supérieure a statué que le recours collectif ne pouvait pas aller de l'avant puisque M. Muroff avait déjà acquitté sa facture. En agissant ainsi, il a «accepté les termes et conditions du contrat», a conclu le tribunal.

Or, ce contrat comprenait une «clause d'arbitrage» qui bloque tout recours collectif, les litiges devant plutôt être soumis à un arbitre.

M. Muroff conteste la validité de cette clause en droit civil québécois. En janvier dernier, la Cour d'appel du Québec a cassé le jugement de la Cour supérieure et a

sommé cette dernière de se prononcer sur la validité de la clause d'arbitrage des contrats de Rogers.

Le géant des télécommunications a porté l'affaire devant la Cour suprême, qui a accepté de l'entendre, hier.

«Si les tribunaux concluaient que les clauses d'arbitrage ou des clauses semblables couvrent toute possibilité de recours collectif, c'est sûr qu'on verrait se multiplier de semblables clauses partout», a commenté Charles Tanguay, de l'Union des consommateurs. «Déjà, on voit que de telles clauses sont répandues. Alors, on est inquiets.»

Sur le site Internet du cabinet d'avocats Fasken Martineau, on trouve d'ailleurs un document qui suggère aux entreprises d'inclure des clauses d'arbitrage dans leurs contrats-types, afin de «se prémunir des dangers inhérents aux recours collectifs».

L'Union des consommateurs essaie actuellement d'intenter un recours collectif contre Dell Computers pour une affaire de prix erronés sur le site Internet de l'entreprise.

Le plus haut tribunal du pays a accepté, il y a quelques mois, de se pencher sur ce dossier qui met aussi en cause une clause d'arbitrage.

Presse canadienne

## Sans-fil: Vidéotron vient jouer dans les plates-bandes de Bell

Le service sera d'abord disponible à Québec, puis dans toute la province d'ici la fin de l'année

FRANÇOIS DESJARDINS

Vidéotron a lancé hier sa téléphonie cellulaire à Québec en indiquant que cette nouvelle offensive contre Bell, rendue possible par l'utilisation du réseau de Rogers, s'étendrait à la grande majorité du territoire québécois d'ici la fin de l'année.

La filiale de Quebecor Media, qui ajoute ainsi les dernières munitions à son arsenal de guerre, n'a pas voulu chiffrer la part de marché qu'elle entend gruger, mais a longuement insisté sur le fait que la faible pénétration du sans-fil au Québec — par rapport à d'autres endroits — révèle un filon intéressant.

«Avec une base de clientèle de 1,5 million de foyers, Vidéotron est en position favorable pour prendre sa place dans un marché dont le plein potentiel reste à développer», a dit le président de la compagnie, Robert Dépatie, lors d'une conférence de presse à Québec. La séquence des régions n'a pas été dévoilée.

Il a déjà été estimé que le taux de pénétration du sans-fil au Canada en 2004 était l'un des plus faibles des pays industrialisés, avec 47 téléphones cellulaires par tranche de 100 habitants. Les États-Unis se situaient à 61 appareils et les Finlandais à 96, comparativement à 103 pour les Britanniques et 119 pour les Luxembourgeois. Le Québec, a estimé hier le groupe de recherche SeaBoard, se situe probablement autour de 40 ou 45.

«Il n'est pas nécessairement question d'aller prendre de grosses parts de marché, a cependant indiqué Brian Sharwood, analyste chez SeaBoard. C'est davantage le fait d'avoir tous les outils nécessaires pour vous attaquer à vos clients résidentiels. Car le seul outil qu'il leur manquait pour faire face à Bell, c'était le sans-fil.» Le service a également été lancé auprès des entreprises.

Au moment de dévoiler ses résultats du deuxième trimestre, Vidéotron avait indiqué mardi que 45 % de ses clients détiennent deux ou trois services. La concurrence entre les grands conglomérats de communication a mis encore plus d'importance sur le concept de guichet unique. «Ils vont jouer beaucoup sur l'aspect de bouquet de services», a dit Kona Shio, analyste de la firme Fimat.

De plus, la compagnie a également clairement indiqué hier que le déploiement du sans-fil constituait un «nouveau canal» au travers duquel elle compte mettre à contribution certains contenus de Quebecor Media tels que Star Académie et Occupation double.

**Étape intermédiaire**  
Le président de Vidéotron a indiqué au Devoir que l'entente avec Rogers, d'une durée «à long terme», prévoit le paiement à Rogers d'un montant qui varie selon le nombre de minutes utilisées par les clients. La compagnie a dépensé environ 10 millions en frais informatiques, a-t-il précisé.

«Je vois ça comme une étape en attendant qu'ils trouvent une façon d'exploiter leur propre réseau sans fil. [...] Car lorsqu'on utilise le ré-

seau de quelqu'un d'autre, on ne contrôle pas tout et ça peut se compliquer au fil du temps.» L'analyste a mentionné, en guise d'exemple, le cas où Vidéotron voudrait vendre à un client la possibilité de n'avoir qu'un seul numéro pour la maison et le cellulaire. «Tout ça devrait forcément passer par Rogers», a-t-il estimé.

Les prix ne sont pas extrêmement attrayants, mais les deux analystes consultés ont estimé qu'ils étaient concurrentiels. Pour un client déjà abonné à deux services, par exemple, un forfait de 300 minutes coûtera 20,95 \$ par mois, ce à quoi il faut ajouter les inévitables frais de 6,95 \$ pour l'accès au réseau et les taxes. Une personne abonnée à un seul autre service, cependant, paiera 23,95 \$.

La compagnie est engagée dans un autre bras de fer avec Bell. Au 30 juin dernier, 18 mois après le lancement de sa téléphonie résidentielle, Vidéotron comptait 283 000 abonnés.

Le Devoir

## L'excédent commercial canadien a bondi

Le Canada a enregistré en juin une hausse de 14,6 % de son excédent commercial à 4,7 milliards de dollars contre 4,1 milliards en mai, a annoncé hier Statistique Canada.

Les exportations ont augmenté de 1,1 % à 37,6 milliards de dollars, principalement en raison de la hausse des livraisons de produits énergétiques et de biens industriels. Au cours de la même période, les entreprises canadiennes ont importé pour 32,8 milliards de marchandises, en baisse de 0,7 % par rapport à mai. Cette baisse vient renverser une tendance à la hausse amorcée en août 2003, a noté Statistique Canada.

Il n'y a que les importations en provenance des États-Unis qui ont augmenté en juin, mais cette hausse de seulement 1,7 % a été plus que compensée par la baisse des achats faits auprès de tous les autres pays.

L'excédent commercial du Canada vis-à-vis des États-Unis s'est établi à 8,2 milliards en juin, alors que le déficit commercial vis-à-vis de tous les autres pays s'est chiffré à 3,5 milliards. Le déficit avec l'Union européenne a fondu de plus de moitié, à 463 millions, contre plus d'un milliard de dollars en mai.

Tandis que les exportations vers les États-Unis, le Japon et l'Union européenne ont progressé, celles qui étaient destinées à toutes les autres zones commerciales ont reculé.

Depuis le début de l'année, le Canada a cumulé un excédent commercial de 29,7 milliards de dollars contre 26,7 milliards pour les six premiers mois de 2005.

Gains américains

Au sud de la frontière, le déficit commercial des États-Unis s'est légèrement amélioré en juin à 64,8 milliards contre 65 milliards en mai, malgré le niveau record des prix du pétrole, a indiqué hier le département du Commerce.

Importations et exportations ont atteint des niveaux records: les exportations ont progressé de 2 % à 120,7 milliards et les importations de 1,2 % à 185,5 milliards.

Le pétrole a toutefois continué de peser lourdement sur les comptes de juin, le prix à l'importation du baril atteignant un record à 62,04 \$. Cela s'est traduit par un déficit de 24,7 milliards de la balance pétrolière, à un encablure du record de 25,8 milliards enregistré le mois précédent.

Depuis le début de l'année, le déséquilibre de la balance commerciale a atteint 383,9 milliards de dollars, contre 340,2 milliards au premier semestre 2005. Si la tendance se poursuit, les États-Unis devraient enfoncer le record que leur déficit avait affiché l'an dernier (717 milliards).

Agence France-Presse



La Camaro 2009 ressemblera à cette voiture-concept qui avait été montrée au Salon international de l'automobile de Detroit, en janvier dernier.

## GM ressuscitera la Camaro en 2008

Traverse City, Michigan — Le catalogue des modèles 2009 du constructeur automobile américain General Motors comprendra la Chevrolet Camaro, un coupé sport qui promet une motorisation puissante.

Le p.-d.g. de General Motors Corp., Rick Wagoner, a confirmé hier que la compagnie fera revivre son modèle sport Camaro. Des rumeurs à cet effet circulaient déjà depuis un certain temps.

La production commencera à la fin de 2008 pour permettre la sortie du véhicule sur le marché au cours du premier trimestre de 2009.

L'annonce a été faite par M. Wagoner au cours d'une rencontre de l'industrie automobile à Traverse City, dans l'État du Michigan.

Chevrolet, une division de GM, avait cessé la production de la Camaro en 2002, en raison d'une baisse des ventes, après en avoir produit depuis 1967. La Fi-

rebird de Pontiac, un modèle similaire, était également disparue la même année.

L'abandon de cette production avait notamment entraîné la fermeture de l'usine de GM à Boisbriand, au nord de Montréal. Le p.-d.g. de GM n'a pas précisé où seraient construites les nouvelles Camaro, mais plusieurs analystes croient que les installations de la compagnie à Oshawa, en Ontario, sont au haut de la liste des endroits potentiels, bénéficiant des équipements pour produire des véhicules à traction.

L'usine de Wilmington, dans l'État du Delaware serait aussi parmi les favorites.

Rick Wagoner a souligné que la Camaro 2009 ressemblera à la voiture-concept qui avait été montrée au Salon international de l'automobile de Detroit, en janvier dernier.

Associated Press

## Metro profite de l'intégration des magasins A&P

LIA LÉVESQUE

Metro a enregistré un bénéfice net de 85,1 millions au troisième trimestre en hausse de 49,6 % par rapport aux 56,9 millions de la période correspondante en 2005.

Cette augmentation est en bonne partie attribuable à l'intégration bien en selle des magasins A&P Canada, acquis l'an dernier, a expliqué hier Pierre H. Lessard, président et chef de la direction de Metro, à l'occasion d'une conférence téléphonique avec les analystes financiers, après la publication des résultats trimestriels de l'entreprise.

«Nous sommes très satisfaits des résultats de notre troisième trimestre et de la façon dont l'intégration de A&P Canada progresse», a commenté M. Lessard.

L'intégration des magasins A&P a généré des économies de 15,5 millions lors du troisième trimestre et de 32,6 millions sur la période visée de 40 semaines.

En fait, pour ce qui est de l'intégration d'A&P, «nous respectons notre échéancier et nous dépassons même notre objectif financier», a précisé de son côté Eric R. La Flèche, vice-président exécutif et chef de l'exploitation de Metro.

Après l'acquisition d'A&P, en

août 2005, Metro avait lancé un plan d'intégration et de rationalisation de ses activités, a expliqué M. La Flèche. Ce plan devait permettre de rationaliser le réseau de magasins en Ontario, d'implanter le système informatique dans les nouveaux magasins A&P et de réduire les coûts administratifs à Montréal, Toronto et Ottawa. Ce plan est sur la bonne voie, a-t-il commenté.

Pour la période de trois mois, le chiffre d'affaires de la société s'est élevé à 3,34 milliards, en hausse de près de 76 % par rapport au troisième trimestre de 2005.

En excluant l'effet d'A&P, la baisse des ventes de produits du tabac et l'abandon de certains contrats d'approvisionnement, le chiffre d'affaires du détaillant a augmenté de 2,9 % pour le troisième trimestre.

De plus, Metro a complété la rénovation ou l'agrandissement de 46 magasins. De même, 16 magasins ont été ouverts sur une période de 40 semaines, a souligné M. Lessard.

Les résultats publiés hier tiennent compte de frais de réorganisation de 3,9 millions et d'un gain d'impôt de 9,4 millions.

La direction de Metro affirme ne pas craindre l'ouverture des Super centres Wal-Mart en Onta-



JACQUES GRENIER LE DEVOIR  
Metro a complété la rénovation ou l'agrandissement de 46 magasins.

rio. «Nous pensons que nous sommes assez bien placés pour affronter ce compétiteur, grâce à Food Basics», dans le créneau des magasins d'escompte. «On verra leurs prix à mesure qu'ils ouvriront leurs Super Centres. Mais on pense que nos prix sont et seront compétitifs», a soutenu M. Lessard.

Hier, à la Bourse de Toronto, l'action de Metro a monté de 0,01 \$ pour clôturer la séance à 29,75 \$.

Presse canadienne

## Hausse du prix des logements neufs

Ottawa — Les prix des maisons neuves ont monté en flèche en juin, au Canada, selon Statistique Canada, dont l'indice des prix, pour la période, a progressé de 1,4 % par rapport au mois précédent.

Comparativement à juin de l'an dernier, le prix de vente des entrepreneurs a crû de 9,8 %.

L'Alberta a affiché encore une fois les plus fortes hausses mensuelles avec Calgary et Edmonton en tête de liste des 21 régions métropolitaines entrant dans le calcul de l'indice.

La hausse à Calgary a été de 6,9 % et celle observée à Edmonton, de 4,7 %. Saskatoon et Regina, les deux principales villes de la Saskatchewan, ont suivi avec des augmentations de 1,6 % et de 1,2 %, respectivement.

À Montréal, la hausse mensuelle a été de 0,1 %, alors qu'à Québec, elle a été de 0,4 %.

Dans la région d'Ottawa-Gatineau, les prix sont restés stables, alors que dans la région de Toronto-Oshawa, une hausse de 0,4 % a été observée.

Au Nouveau-Brunswick, dans l'ensemble constitué par Saint-Jean, Fredericton et Moncton, une baisse de 0,2 % a été ressentie.

Au total, les prix ont grimpé d'un mois à l'autre dans 15 des 21 régions métropolitaines visées par l'enquête de Statistique Canada.

Comparativement à juin 2005, Calgary (+49,2 %) a affiché l'augmentation la plus prononcée au chapitre des maisons neuves, suivie d'Edmonton (+28,1 %), de Winnipeg (+9,1 %), de Saskatoon (+8,5 %), de Regina (+7,9 %), de Halifax (+6,9 %) et de Québec (+6,5 %).

À Montréal, la variation annuelle a été de +4,5 %.

Presse canadienne

EN BREF

## CAE a vu ses profits grimper de 57 %

Les profits du premier trimestre du fabricant de simulateurs de vol CAE inc. ont bondi, passant de 20,8 millions l'an dernier, à 32,7 millions cette année. Par action, le bénéfice net de la compagnie pour la période de trois mois clos le 30 juin est de 0,13 \$ (dilué et de base), comparativement à 0,08 \$ il y a un an. Les revenus de l'entreprise se sont élevés à 301,8 millions au dernier trimestre complété, contre 266,0 millions au cours de la période correspondante de l'an dernier. «Les résultats financiers du premier trimestre témoignent des améliorations qui se poursuivent dans chacun de nos secteurs d'activités», a affirmé hier Robert E. Brown, président et chef de la direction de CAE. «Nos activités prennent désormais appui sur une assise financière solide et sur une structure efficace, ce qui nous permet de mieux profiter de l'amélioration du marché.» — PC

## Sleeman hausse ses ventes et ses profits

Guelph, Ontario — La brasserie Sleeman a vu ses profits du deuxième trimestre augmenter de 41 % par rapport à la période correspondante de l'an dernier, alors que ses revenus sont restés pratiquement inchangés, n'augmentant que de 1 %.

Pour la période de trois mois terminée le 1<sup>er</sup> juillet dernier, Sleeman, qui a été durement affectée par la concurrence très serrée dans le secteur de la bière dans certaines provinces dont le Québec au cours des trimestres précédents, a enregistré un bénéfice net de 3,5 millions, ou 0,21 \$ par action (de base et dilué).

Un an auparavant, le troisième trimestre en importance au Canada avait rapporté un bénéfice net de 2,5 millions, ou 0,15 \$ par action. Au premier trimestre de 2006, Sleeman avait subi une perte de 813 000 \$.

Les revenus d'exploitation nets de la compagnie pour le deuxième trimestre de 2006 se sont établis à 57,8 millions, en légère hausse par rapport à 57,4 millions un an auparavant.

La hausse est liée à l'augmentation de 7 % des volumes des ventes des marques principales en grande partie attribuable aux marchés de l'est du Canada.

À l'échelle nationale, le volume des ventes des marques de prestige a légèrement baissé en raison du moment du congé de Pâques cette année, alors que celui des marques à prix populaire s'est accru de tout près de 20 %, a expliqué la compagnie hier.

«Pour déterminer l'orientation future de la société après les difficultés éprouvées en 2005, Sleeman a mis en œuvre des stratégies pour lui permettre de dégager une croissance du volume des marques principales robuste, de contrôler le coût des produits vendus et de considérablement réduire les frais de vente, généraux et d'administration», a affirmé John Sleeman, président du conseil et chef de la direction. La compagnie a précisé que ses frais de vente, généraux et d'administration ont baissé de 3,4 millions sur une période de 12 mois.

Presse canadienne

## É D I T O R I A L

## La menace terroriste

La police britannique a déjoué un complot de grande ampleur visant à faire sauter des avions en plein vol. On peut en conclure que les mesures de sécurité prises par les pays occidentaux fonctionnent, mais il faut aussi constater que le terrorisme islamiste est toujours bien vivant. Aussi efficaces soient-elles, les mesures préventives mises en place demeurent sans effet pour s'attaquer aux sources de ce terrorisme.

Complot, lorsqu'on s'y arrête un instant, donne froid dans le dos. Par son essence même, l'attaque d'avions de passagers en plein vol aurait fait une multitude de victimes et aurait permis de toucher autant de pays qu'il y aurait eu de ressortissants d'origines différentes à bord de ces appareils. La Grande-Bretagne et les États-Unis étaient les premiers pays visés, mais comme Londres est un centre aérien névralgique de correspondance, on imagine qu'il aurait pu y avoir des victimes canadiennes. Les forces de sécurité britanniques, qui n'avaient pu déjouer les attentats dans le métro de Londres en juillet l'an dernier, ont été cette fois à la hauteur. Heureusement!

Si on doit se réjouir du fait que les autorités aient pu intervenir avant que les attentats projetés soient commis, les auteurs de ce complot auront tout de même atteint une partie de leurs objectifs, qui est de créer un climat de peur. Le seul renforcement des mesures de sécurité dans les aéroports sera un rappel constant qu'une menace existe.

Comme chaque fois que des attentats sont déjoués et que des arrestations ont lieu, il s'en trouvera aujourd'hui pour croire que l'on exagère cette menace. Certains iront jusqu'à prétendre que ces groupes terroristes sont manipulés par les forces policières. Certes, un minimum de scepticisme s'impose à leur égard. En se réfugiant derrière le secret pour ne pas divulguer les éléments de preuve, comme c'est le cas pour les accusations portées à la suite du complot de Toronto déjoué par la GRC au début du mois de juin, on ne fait qu'alimenter de tels soupçons et renforcer la thèse du grand complot conçu par la CIA.

Si on se doit d'être critique, il ne faut pas en revanche se montrer naïf. Il s'agit plutôt de bien évaluer l'importance de cette menace. Rien ne nous

indique aujourd'hui qu'il faudrait renforcer l'arsenal antiterroriste du Canada, piège dans lequel le ministre canadien de la Sécurité publique, Stockwell Day, se gardait heureusement hier de mettre le pied. Avec le budget supplémentaire de 1,4 milliard qui lui a été alloué au mois d'avril, il lui aurait été tout de même difficile de prétendre qu'il n'a pas les moyens d'assurer son mandat.

À l'image des Britanniques, il faut faire preuve de flegme, accepter les mesures de sécurité supplémentaires qui s'imposent dans les aéroports, en espérant qu'elles soient temporaires. On n'a pas le choix de vivre avec le terrorisme. Il faut se garder par ailleurs de rendre responsable tout le monde islamique de la montée du terrorisme. Les choses sont plus complexes que cela.

Peu importe ce qu'exprime le terrorisme islamiste, la réalité est qu'il se nourrit d'abord au terreau de l'exclusion et de la guerre. Les frustrations ressenties par des générations entières sont exploitées par des groupes pour trouver des volontaires prêts à se transformer en martyrs en Irak, au Liban, en Israël, en Grande-Bretagne et même au Canada. Contre cela, le renforcement des mesures de sécurité ne peut rien. Au contraire, ces mesures contribueront à créer, si elles sont efficaces, un faux sentiment de sécurité. D'autres actions sont nécessaires qui viseront à s'attaquer aux sources du mal, notamment en ramenant la paix au Proche et au Moyen-Orient.

bdescoteaux@ledevoir.ca

## La métamorphose

Le complot éventé par les limiers britanniques confirme l'adaptation de la nébuleuse terroriste aux mesures de sécurité prises par les gouvernements occidentaux au lendemain du 11 septembre 2001. À cet égard, le choix d'un explosif liquide et l'origine des personnes suspectées d'avoir envisagé l'explosion d'un nombre encore non déterminé d'avions faisant la navette entre la Grande-Bretagne et les États-Unis sont très révélateurs de la métamorphose réalisée par al-Qaïda et ses filiales.

En optant pour un équivalent liquide de la dynamite ou du TNT, les architectes d'un attentat qui aurait pu se solder par un carnage plus ou moins comparable à celui du 11 septembre 2001 viennent de démontrer ceci: des solutions de rechange aux outils militaires plus classiques, et sur lesquels les administrations chargées de la sécurité ont canalisé bien de leurs énergies, ont été trouvées. Et d'un.

Et de deux, la vingtaine de personnes arrêtées sont des citoyens britanniques d'origine pakistanaise, à l'instar de ceux qui s'étaient fait exploser dans le métro de Londres en juillet 2005. En Grande-Bretagne, on craint, avec raison d'ailleurs, que la méthode de recrutement employée pour la destruction d'avions appartenant à des compagnies américaines ne colle à l'identique à celle constatée en juillet 2005.

On s'explique. Dans le rapport que les autorités britanniques ont consacré au drame de juillet 2005 et qu'elles viennent de publier, on insiste beaucoup sur le fait suivant: trois des quatre gamins que des personnes âgées avaient instrumentalisés pour mener à bien leur objectif sanguinaire avaient été recrutés dans une salle de musculation, et non dans une mosquée comme cela se faisait auparavant. Cet aspect du dossier inquiète particulièrement les autorités concernées parce qu'il met en lumière, là également, une adaptation: vous surveillez les mosquées? On va infiltrer les réseaux sportifs, ou communautaires, ou scolaires.

En attendant que les signes propres à l'affaire d'hier soient précisés, celle-ci indique que le réseau terroriste a opéré toute une mutation. Il y a l'avant et l'après-11 septembre 2001. Selon les travaux de Jean-Luc Marret, chercheur à la Fondation pour la recherche stratégique à Paris, le renversement des féodaux en Afghanistan, on pense évidemment aux talibans, a eu pour conséquence immédiate une «déterritorialisation» d'al-Qaïda.

Cette absence de sanctuaire géographique où l'on pouvait se retrancher et s'entraîner a favorisé l'expansion de cellules totalement autonomes en Occident. D'autant plus rapidement que, l'infrastructure d'al-Qaïda ayant été sérieusement ébranlée par la chute des talibans, ses chefs sont désormais davantage des acteurs et gardiens d'une idéologie, au demeurant mortifère, que des commandants militaires.

En clair, Oussama ben Laden et ses proches ayant réactualisé, si l'on peut dire, le djihad, il ne leur est plus nécessaire de concevoir et de réaliser eux-mêmes des attentats. À Madrid, à Londres l'an dernier, à Londres hier, ce sont des jeunes mystifiés par l'appât du martyr et de ses vierges qui ont agi sans avoir reçu un ordre direct de Ben Laden ou d'un de ses complices. Il suffit que la chaîne al-Jazira diffuse la diatribe d'un de ses fous de Dieu pour que dans les semaines qui suivent une cellule fasse exploser un métro, un avion ou... Diabolique!

## LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX  
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSAFON  
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE  
Directeur de l'information JULES RICHER  
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,  
LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU  
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET  
Directrice, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE

## LES LIQUIDES ET LES GELS INTERDITS DANS LES BAGAGES À MAIN...



## LETTRES

## L'antisémitisme au Québec

Dans l'actuel conflit au Proche-Orient, un récent sondage tend à démontrer une attitude plus conciliante envers Israël chez les Canadiens-Anglais comparativement aux Canadiens-Français. Faudrait-il en conclure que les tendances à l'antisémitisme seraient plus prononcées au Québec que dans le reste du Canada? Ceci doit nous amener forcément à nous pencher sur les racines de l'antisémitisme au Québec.

En tant qu'historien, je crois que l'inconscient collectif des Québécois est encore fortement teinté d'une religiosité où les vieux réflexes catholiques peuvent souvent transparaître et déterminer des choix politiques. Certains pourront affirmer que la religion ne compte plus dans notre monde d'aujourd'hui. Je considère que cet inconscient collectif peut très bien agir à notre insu, puisqu'on parle ici de phénomènes inconscients. [...]

Par exemple, on pourrait affirmer que l'antisémitisme dans le Québec d'aujourd'hui se nourrit de cet inconscient collectif tout imprégné d'un catholicisme qui aura malheureusement semé l'antisémitisme à la grandeur de la planète pendant des siècles. C'est ce qui explique pourquoi les Québécois sont en général sympathiques à la cause palestinienne et très peu favorables à Israël. Religion d'une rare intolérance, le catholicisme aura eu ce même effet de cultiver en nos murs un mépris envers les «méchants protestants», favorisant ainsi la cause des Irlandais plutôt que celle des loyalistes dans le conflit en Irlande du Nord.

Ainsi, notre inconscient collectif peut déterminer des choix politiques sur la scène diplomatique. Je crois que les cas du Proche-Orient et de l'Irlande du Nord démontrent clairement la manière dont des phénomènes imperceptibles de

cet inconscient collectif peuvent déterminer nos choix. S'impose ici aux Québécois un examen de conscience collectif par rapport à Israël et, plus largement, au rôle que peut jouer notre inconscient collectif dans nos choix politiques.

Michel Gaudette  
Trois-Rivières, le 8 août 2006

## Pasteur ou inquisiteur?

L'Église catholique, à travers le cardinal Ouellet, se prononce à nouveau contre le mariage des conjoints de même sexe. Qu'il le pense, c'est son droit et je le respecte. Mais il est inadmissible, voire malsain, qu'il utilise son poste pour inciter ses fidèles à s'y opposer. Ces gens sur lesquels il fait pression sont nos pères, nos mères, nos frères, nos sœurs, nos voisins, nos collègues de bureau, nos amis. C'est un germe de désunion, d'homophobie semé au sein de nos familles et de notre société.

Du temps de Jésus, il y avait quelqu'un qui chassait les démons en usurpant le nom de Jésus. À ses disciples qui voulaient l'en empêcher, Jésus répondit: «Qui n'est pas contre nous est pour nous» (Marc 9, 38-40). Cet épisode peut très bien s'appliquer au débat actuel sur le mariage des conjoints de même sexe. On se marie, habituellement par désir d'engagement plus profond. Et on reconnaît ensuite la validité de cet amour à ses fruits. Pourquoi condamner d'avance ce qui n'est pas traditionnel, ce qui appartient en fait à des valeurs plus modernes? Que les religions permettent enfin aux homosexuels d'avoir à la fois une âme et un droit à l'égalité avec les citoyens de ce pays.

Pourquoi l'Église brandit-elle encore le spectre de la condamnation comme au temps de l'Inquisition et des croisades? Ce n'est nul autre que Dieu qui a permis cette différence qu'est

l'homosexualité. Les théologiens pourraient peut-être se questionner là-dessus et nous éclairer sur ce dessein divin au lieu d'inciter les citoyens à envahir le domaine des institutions publiques. À quand un discours officiel qui soit positif sur les valeurs que ces personnes apportent au sein de notre société? Quand entendrons-nous de la part de l'Église un mot sur leur amour de la brebis isolée? Les homosexuels auront-ils droit, un jour, à un Pasteur qui les aime?

Nicole Villeneuve  
Québec, le 2 août 2006

## L'ignorance fait peur

Quand la poussière d'obus étouffe, que vous soyez juifs ou libanais, l'asphyxie n'a pas de nationalité. C'est dans des moments de détresse que je contemple le temps, celui où jadis j'étais enfant, trop jeune pour comprendre les enjeux de ce monde — l'innocence à ses beaux côtés. Je regarde ces atrocités et je me console d'être nord-américain [...]. Naufragé intellectuel, je m'accroche aux ruines des informations qui sont filtrées, un monde sans pulpe. On m'empêche de voir la chair à canon, moi voyeur, cannibale ayant peur de mon ombre. Victime de mes convictions, je suis devenu bourreau par mon inaction. Je me balade parmi les pendus. M. Villion, n'avez-vous contre nous endurcis, tant de vies sacrifiées dans les croisades de nos mythes. La fumée des explosions a rougi mes yeux. Serais-je devenu aveugle? Je sens l'enclavement causé par mes ornières, mal de tête, évanouissement. Serait-ce un empoisonnement alimentaire? Probablement. [...] Ceci est un plébiscite pour la paix, puissent mes larmes avoir le pouvoir d'hydrater tous les sols brûlés par la guerre.

Francis Boulais  
Le 7 août 2006

## LIBRE OPINION

## La peur de l'autre est le seul ennemi

PIERRE FORTIN  
Avocat

Militant au Comité Québec-Palestine de Québec, je remercie le Comité Québec-Israël pour son coûteux message de propagande, paru dans *La Presse* et *Le Devoir* samedi, le 5 août dernier. Je suis heureux d'y retrouver des allusions à des intentions de génocide de Hezbollah, de l'Iran ou de tout autre «ennemi d'Israël». Le fait qu'une puissance nucléaire comme Israël, profitant d'un lobby incontestable dans toutes les chancelleries, réagisse avec une telle violence à des menaces d'une infériorité évidente est typique d'une politique de peur servant à justifier des agressions démesurées.

En guise de première étape du retour de la paix en Palestine, il faudrait affirmer et promouvoir le fait que la communauté juive, reconnaissable à sa culture et sa religion, a été, jusqu'à la création de l'État d'Israël, cruellement persécutée par l'Occident chrétien. Les croisades (les croisés marchaient vers la Terre Sainte en massacrant tous les Juifs qu'ils rencontraient à travers l'Europe), la grande peste du XIV<sup>e</sup> siècle (les Juifs étaient désignés comme étant les vecteurs de la maladie), la Sainte Inquisition (les Juifs furent condamnés et brûlés systématiquement en tant qu'hérétiques), jusqu'à l'Holocauste nazie (crime indéniable de calibre galactique), en outre de phénomènes locaux comme les pogroms (chasses aux Juifs organisées) sous la Russie tsariste, sont tous des épisodes ou des phénomènes manifestant un antisémitisme absurde et grossièrement irrationnel, ayant eu pour effet d'enraciner une crainte profonde du peuple hébreu dans le reste de l'humanité.

Cette peur est compréhensible, mais ne peut justifier la violence continuelle de l'État d'Israël envers le peuple palestinien depuis 1948. Cette oppression a été accentuée depuis 1967, alors

que l'assise d'un État palestinien continue d'être occupée au nom de la sécurité d'Israël.

Certes, il existe une opposition en Israël et beaucoup de Juifs sont pacifistes, mais devant tant d'atrocités, il n'y a guère de place pour la nuance, d'autant que le gouvernement israélien a souvent confirmé son intention de créer un État juif.

## Dominer la peur

L'être humain est une créature fragile, gouvernée au premier chef par la peur. Mais nous avons le devoir de dominer cette peur, de la comprendre. C'est la peur de l'autre, la méfiance, qui est mère de la violence. Et la peur se nourrit de l'insécurité. Cette même insécurité, le même phénomène de masse, créa le nazisme en Allemagne au nom de la protection de l'espace vital aryen; l'insécurité encore invoquée par les Serbes de Bosnie-Herzégovine contre les musulmans de Bosnie; l'insécurité des Hutus envers les Tutsis au Rwanda; l'insécurité que l'administration de George W. Bush utilise profitablement depuis le 11 septembre 2001; et l'insécurité qui a permis l'élection de Stephen Harper au Canada et qui sert à justifier l'engagement offensif du Canada en Afghanistan.

Le droit de se défendre d'Israël n'est qu'une honteuse dépravation du droit à la légitime défense selon le droit de la guerre et le droit criminel de tous les pays, qui doit se limiter à la force et aux moyens nécessaires pour repousser une véritable attaque potentiellement dangereuse pour la survie d'un État.

Rien dans ce qui se passe à Gaza et au Liban n'y correspond. Au contraire, il s'agit d'une agression inhumaine prouvant la mutation de victime à bourreau du peuple juif, particulièrement de ses éléments sionistes. En effet, s'il est inhumain que le Hezbollah se cache derrière les populations civiles au Liban (ce qui reste à démon-

trer), que dire d'Israël qui cherche quand même à les atteindre par des raids aériens!

L'État d'Israël et ses groupes de pression locaux, comme toute autre communauté humaine, comme tout être humain, ont l'obligation, le devoir premier, de dominer la peur et de s'ouvrir le cœur et l'esprit au partage d'une terre sacrée pour le tiers de l'humanité, et de cesser de croire à une paix et une sécurité possibles qui reposeraient sur l'armement, l'oppression et la violence perpétuelle.

Je rejoins ici, simplement, tous ceux qui, comme Gil Courtemanche dans *Le Devoir* du 5 août, appellent à une libération pure et simple des territoires occupés depuis 1967 par l'armée israélienne et les colons juifs sionistes, en tant que première condition à la paix. Le reste est pure hypocrisie.

Une solution au conflit en Palestine — pas plus bête qu'une autre — serait peut-être de redécouvrir l'histoire du peuple juif, de réaffirmer par des expositions, des colloques, les horreurs subies par tant d'innocents au cours des siècles. On y découvrirait notamment, souverain paradoxe, qu'avant la création de l'État d'Israël, la seule communauté à n'avoir jamais persécuté les Juifs, à avoir vécu avec eux dans le partage et la tolérance, fut justement... celle des Arabes et des musulmans (le Coran prévoit que l'infidèle qui refuse de se convertir doit payer un impôt; on est loin des bûchers de Juifs de Torquemada et des fours crématoires...).

Cette résistance à la peur de l'autre, cette reconnaissance de l'humain dans un regard humain, est la seule condition à l'acceptation de nos différences accessoires, à une volontaire convivialité, pouvant donner ouverture à l'avènement d'un monde d'amour et de paix, sujet de la plus belle chanson québécoise, traduite en toutes les langues. Et alors commenceront les beaux jours...

## IDÉES

## Faut-il craindre le pire?

Apprendre à vivre avec la menace terroriste

CHARLES-PHILIPPE DAVID

Titulaire de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques à l'Université du Québec à Montréal, l'auteur publiera cet automne la deuxième édition de *La guerre et la paix. Approches contemporaines de la sécurité et la stratégie* (Éditions des Presses de Sciences Po, Paris).

**L**e complot déjoué hier à Londres ramène encore le terrorisme à l'avant-scène, comme les attentats de Mumbay l'ont fait le mois dernier. On serait alors tenté de croire que le terrorisme va en s'accroissant, qu'il est pire qu'avant.

D'une part, il faut admettre que les services de renseignement ont fait leur travail et que depuis le 11-Septembre, ils sont plus alertes et plus efficaces. On oublie cependant que cela était vrai aussi avant 2001: le complot d'hier rappelle en tout point celui de Bojinka en 1995, alors que 11 avions américains avaient été ciblés pour exploser en plein vol au-dessus du Pacifique. Le complot avait été déjoué par les services américains et philippins. Les leçons furent apprises en partie, car n'évitant pas le drame du 11-Septembre — mais faut-il le rappeler, aucun attentat depuis n'est produit avec des avions utilisés en tant qu'armes de terreur.

D'autre part, la menace terroriste est réelle, mais encore faut-il prendre grand soin de la relativiser: elle n'est ni moindre ni pire qu'il y a 20 ans.

Pourtant, à lire et entendre de nombreux décideurs, à commencer par l'administration Bush, cette menace va indubitablement grandissant. Les cyniques diront que l'attentat d'hier arrive à point nommé pour une présidence qui exploite (politiquement) habilement toutes les menaces terroristes et l'insécurité pour gagner le vote populaire, surtout à la veille des élections législatives de mi-mandat en novembre prochain. Les observateurs plus prudents diront que la menace est grave, mais qu'il faut savoir l'apprécier avec beaucoup de nuances et qu'elle mérite surtout d'être mieux précisée.

## Tout et son contraire

En effet, les statistiques sur le terrorisme démontrent une chose et son contraire durant les cinq dernières années. Selon les rapports américains émanant du département d'État et du Centre national de l'antiterrorisme, il y aurait eu plus de 11 000 attaques terroristes en 2005, tuant près de 15 000 personnes. De ce nombre, tout près de 400 attentats suicide ont fait quelque 3000 victimes (soit 20 % du total).

En vertu d'un mode de recensement différent, le département d'État notait en 2004 qu'il y avait eu 655 attentats majeurs faisant 1907 morts; et qu'en 2003, il s'en était produit 175 — jusqu'à alors le chiffre le plus haut en 20 ans!

Comment expliquer ces écarts statistiques? C'est qu'en 2005, tous les actes terroristes sont inclus, et non plus seulement ceux relevant du terrorisme international, c'est-à-dire impliquant les citoyens non combattants ou provenant des territoires d'au moins deux États. Cela signifie que les actes terroristes nationaux sont comptabilisés cette fois, par exemple ceux dans le Caucase, en Inde, au Pakistan et en Irak. Dans le seul cas de l'Irak, on compte 3500 attaques et près de 8300 individus tués, soit 55 % du total.

On peut le constater: les statistiques sont faussées dès lors que terrorisme national et international sont confondus. De même, la différence entre les chiffres de 2003 et 2004 s'explique par les attentats qui se sont produits en Irak: tout près de 200 en 2004, soit le tiers du total de l'année et neuf fois plus qu'en 2003. Voilà



Une passagère est obligée de vider sa bouteille d'eau avant de franchir un point de contrôle de sécurité, hier, à l'aéroport international Logan de Boston.

qui tempère la signification du triplement d'actes terroristes d'une année à l'autre, ou l'inflation statistique entre 2004 et 2005.

## Chez les Américains

À l'évidence, personne ne conteste le fait que le terrorisme international est inquiétant et destructeur, mais quel danger représente-t-il exactement, et notamment pour les Américains?

Durant l'année 2004, une année atypique comparativement à 2001, une soixantaine d'incidents ont visé les intérêts des États-Unis (soit 10 % du total) et impliqué 103 de ses citoyens (soit un peu plus de 1 % des 9321 individus tués, blessés ou kidnappés durant ces incidents).

Aussi effroyable fut-il, le 11 septembre 2001 constitue ainsi une réelle anomalie, un tsunami, dans la progression normale du terrorisme. Il est sans précédent, et inégalé depuis. En effet, à peine 1000 Américains sont morts à cause du terrorisme international, aux États-Unis ou à l'étranger, durant les 30 années ayant précédé 2001. Là se situe toute la signification des événements du 11-Septembre pour les Américains, alors que presque trois fois ce nombre périrent en une seule journée.

Peut-être peuvent-ils trouver du réconfort dans le fait que, durant tout le XX<sup>e</sup> siècle, seulement une quinzaine d'opérations terroristes avaient tué plus de 100 personnes chaque fois. Mais peut-être peuvent-ils être inquiétés parce que, jusqu'au 11-Septembre, jamais un attentat n'avait provoqué la mort de plus de 500 personnes!

En effet, il y a eu dans le passé peu d'opérations terroristes kamikazes à grande échelle, simultanées et abouties, comme il y a cinq ans. Cela témoigne de la minutie de la planification et de l'organisation d'al-Qaïda qui, par son action sismique spectaculaire, peut se targuer d'avoir changé le

cours de l'Histoire — en tout cas, certainement celle des États-Unis. Personne ne sait si, et quand, l'attentat de septembre 2001 se répètera, mais il demeure un événement rare.

## Moins que la foudre

Par conséquent, si l'on observe le développement du terrorisme sur plusieurs décennies, il y a des raisons d'être à la fois rassurant et alarmiste. D'une part, le nombre d'attentats internationaux est en réalité relativement constant depuis 30 ans: 400 par année en moyenne depuis les années 1970. La tendance depuis 2000 se maintient si l'on ne prend en compte que les actions terroristes internationales et que l'on exclut celles commises contre les soldats américains en Irak.

D'autre part, on peut constater que les citoyens américains sont davantage victimes du terrorisme international qu'avant, et le pourcentage du total mondial qu'ils représentent augmente sensiblement. Il faut cependant se rappeler, à titre d'exemple, que le terrorisme tue chaque année moins d'Américains que la foudre.

Londres, par deux fois, comme Madrid auparavant, donne toute son importance au message des franchisés d'al-Qaïda. Ils représentent une nouvelle forme de terrorisme, d'inspiration à la fois idéologique et religieuse, et sont prêts à sacrifier leur vie pour diffuser leur message: forcer les États-Unis à se retirer de la péninsule arabique et d'Irak, dénoncer l'appui britannique ou espagnol à l'occupation américaine, venger les humiliations des musulmans aux mains des Occidentaux.

Seules les solutions politiques viendront véritablement à bout de cette vague terroriste kamikaze. Entre-temps, il faut se faire à l'idée que le terrorisme international est une réalité qu'il est souhaitable de prévenir, mais avec laquelle il faut surtout vivre.

**Le nombre d'attentats internationaux est en réalité relativement constant depuis 30 ans**

**Le nombre d'attentats internationaux est en réalité relativement constant depuis 30 ans**

**Le nombre d'attentats internationaux est en réalité relativement constant depuis 30 ans**

**Le nombre d'attentats internationaux est en réalité relativement constant depuis 30 ans**

**Le nombre d'attentats internationaux est en réalité relativement constant depuis 30 ans**

## Le rôle de nos forces armées: se garder de deux naïvetés

STÉPHANE DION

Député de Saint-Laurent-Cartierville et candidat à la direction du Parti libéral du Canada

**L**e rôle des forces armées canadiennes et le thème de la sécurité sont largement débattus dans la course à la chefferie du Parti libéral du Canada. Cela s'explique par l'importance du sujet, l'actualité internationale et les inquiétudes profondes que fait naître la propulsion du gouvernement conservateur à mettre avant tout l'accent sur l'usage de la force pour régler les conflits internationaux.

Mais il y a aussi des différences entre les prises de position des 11 candidats. L'un d'eux, c'est bien connu, a approuvé l'intervention américaine en Irak. Neuf candidats, tout moi-même, ont désapprouvé la motion du gouvernement pour un prolongement de deux ans de la mission en Afghanistan. Plusieurs d'entre nous, mais pas tous, avons immédiatement demandé un cessez-le-feu au Liban.

J'aimerais indiquer ici les critères qui me guideraient comme premier ministre afin d'assurer la bonne utilisation de nos forces armées.

## Utiliser la force

Il faut nous garder de deux naïvetés opposées. Dans ce « nous », j'inclus bien sûr mon parti, car lui aussi m'apparaît parfois perméable à ces deux naïvetés. Cela transparaît dans la course à la chefferie.

La première de ces naïvetés est de croire que, puisque la préservation de la paix est la vocation de nos soldats, ceux-ci ne doivent jamais utiliser leurs armes. Dans les missions de surveillance d'un cessez-le-feu entre deux armées régulières, les Casques bleus de l'ONU n'ont normalement pas à combattre et ne sont pas équipés pour le faire.

Mais toutes les opérations de préservation de la paix

ne se déroulent pas dans ces conditions. Quand pour protéger une population en danger il faut aider un gouvernement faible à rétablir la sécurité sur son territoire, comme au Congo en 1961, en Bosnie en 1994 ou en Afghanistan aujourd'hui, le maintien de la paix cède la place au rétablissement de la paix. Dans ces missions, les soldats peuvent avoir à utiliser la force et ils acceptent le risque de subir des pertes.

En refusant d'engager l'armée canadienne dans des opérations de ce type, on renoncera à tenter de limiter les conflits les plus graves du monde d'aujourd'hui, et à assumer la « responsabilité de protéger », principe dont le Canada a fait la promotion sur la scène internationale.

## Mais ne pas surestimer son rôle

La naïveté inverse est de surestimer la force armée en tant qu'instrument pour répandre la justice et la démocratie dans le monde. Elle est à l'origine sans doute de la décision américaine d'envahir l'Irak en 2003, et certainement de l'appui de certains intellectuels à cette décision.

La majorité des Canadiens ont désapprouvé cette invasion (mais pas M. Harper) et notre gouvernement a refusé d'y participer. Nous n'ignorons pas le caractère criminel du régime de Saddam Hussein; nous ne pensions pas que le peuple irakien est incapable de vivre en démocratie; mais nous pensions qu'une guerre et une occupation militaire risquaient de produire plus de violence et de chaos que de démocratie.

Nous avons participé à l'intervention en Bosnie parce qu'elle avait de bonnes chances de mettre fin à la violence et de permettre un progrès politique dans ce pays. Pour les mêmes raisons, nous sommes présents en Afghanistan, dans des conditions bien plus difficiles.

**Les forces armées doivent s'abstenir de participer aux entreprises qui ont pour effet d'augmenter la violence plutôt que de la faire reculer**

En Irak la situation politique était différente; il était prévisible que l'intervention militaire ferait diminuer les chances de la démocratie dans ce pays et dans l'ensemble du Moyen-Orient.

Nous avons eu raison de mettre en garde nos amis américains contre les dangers de leur entreprise et de ne pas y participer. Pour nous, les États-Unis sont un allié et non un modèle, distinction qui échappe à notre premier ministre actuel.

Telles sont les orientations que notre politique de défense doit poursuivre. Une force armée étrangère peut, dans certains cas, apporter la sécurité dans un pays, elle ne peut pas y bâtir la démocratie. Celle-ci sera peut-être développée par la population elle-même, grâce à la sécurité rétablie, mais cela est hors du contrôle de la force armée étrangère.

Les Canadiens doivent continuer à venir en aide à des populations en danger, là où leur présence est souhaitée et où ils ont des chances raisonnables de faire diminuer la violence. Ils ne doivent pas refuser les engagements qui comportent la nécessité d'utiliser les armes et le risque de subir des pertes. Mais ils doivent s'abstenir de participer aux entreprises qui ont pour effet d'augmenter la violence plutôt que de la faire reculer.

C'est à partir de ces critères que nous devons évaluer la poursuite de notre mission en Afghanistan. Si une force internationale est créée pour le Liban, notre décision d'y participer devra dépendre de la possibilité pour celle-ci de rétablir une sécurité réelle dans la région ainsi que pour la population libanaise si cruellement éprouvée par les événements récents. Et ce sont les mêmes critères qui devront nous guider pour évaluer d'éventuels futurs engagements.



Pascale Navarro

## Le dilemme

**I**l y a quelques semaines, j'écrivais une chronique sur la pertinence des Outgames, et je crois bien en avoir heurté quelques-uns, si j'en juge par le courrier que j'ai reçu. J'étais d'ailleurs contente d'avoir l'occasion de m'expliquer sur les ondes de la radio publique, lundi dernier. Encore heureux que l'on puisse se poser des questions et réfléchir dans la courtoisie et le respect.

Au fond, ce débat met en opposition deux façons de voir le monde: faut-il, pour faire avancer une cause, se fondre aux autres et travailler de l'intérieur, ou mettre de l'avant notre spécificité? Avouons que la discussion n'est pas simple et, à l'heure de la rectitude politique, de plus en plus épineuse. (La réponse est probablement un savant mélange des deux.)

Or, lorsque j'ai reçu le communiqué du Festiv'elles, un festival consacré à l'apport des femmes dans la culture (et qui se déroule ces jours-ci et jusqu'au 13 août), je me suis dit que certains m'attendraient au tournant... Moi qui suis féministe, comment est-ce que je vois cet événement? Est-il sectaire? At-on encore besoin de ce genre de manifestation? En fait, la première à m'attendre dans ce fameux virage, c'était moi-même: comment maintenant défendre la tenue d'un festival qui célèbre l'art des femmes et leur contribution artistique?

Cela fait trois ans que le Festiv'elles a lieu. Or, dès la première édition, je m'étais posé cette même question: pourquoi souligner « en particulier » l'art des femmes? Qu'a-t-il de si différent de celui des hommes pour qu'on lui fasse une place à part? Peut-être qu'il n'était tout simplement pas assez visible. Tout le monde sait que, pendant longtemps, les œuvres des femmes n'ont pas fait autorité. Prenons l'exemple du cinéma: il fut un temps où les films signés par des réalisatrices étaient présentés dans des festivals de femmes (ce qui arrive encore). Cela dit, il n'y a rien de déshonorant là-dedans, bien au contraire. Le créneau était nécessaire, parce que le milieu ne faisait pas de place aux femmes. Je conjugue mon verbe au passé, mais je connais quelques femmes cinéastes qui utiliseraient bien encore le présent...

Bref, ce Festiv'elles m'a toujours posé problème, tout comme les assemblées exclusivement féminines me mettent mal à l'aise quand il est question de parler de condition des femmes — s'il y a bien un lieu où je veux entendre les hommes, c'est justement dans ces débats! J'ai d'ailleurs discuté ferme avec d'ardentes féministes alors que nous programmions un événement il y a quelques années, parce qu'elles jugeaient que nous devions rester entre femmes. C'est peut-être un débat de génération? Mais ne croyez pas que les hommes sont malvenus au Festiv'elles, au contraire. Sauf qu'il n'y en a jamais des tonnes. Pourquoi? Mystère. En attendant, tant mieux si on parle de l'art des femmes et de leur contribution.

Je trouve aussi fort pertinents les hommages qui seront faits à des femmes comme Thérèse Renaud, Anne-Marie Alonzo, ou encore Louky Bersianik, Madeleine Parent et Simone de Beauvoir, elle dont on commémore le vingtième anniversaire de la disparition (anniversaire qui n'a semblé émouvoir personne jusqu'à maintenant...); il est important aussi d'entendre les Andrée Yanacopoulos, Louise Dupré ou encore France Théoret parler de féminisme du troisième millénaire.

Je repense à la phrase de Laurent MacCutcheon, porte-parole de Gai Écoute et président de la fondation Émergence, qui disait dans l'un de ses textes récemment publiés vouloir être non pas « toléré » en tant que gai, mais « aimé » et « accepté » comme il est. J'ai beaucoup réfléchi à cette déclaration, et je n'en ai pas encore fait le tour. D'ailleurs, je me suis longtemps demandé si, sur le plan philosophique, je suis d'abord une personne ou d'abord une femme. Mon identité féminine doit-elle prendre le dessus sur la citoyenne que je suis? C'est le plus grand paradoxe du féminisme que d'exiger l'égalité au nom d'une spécificité. Mais j'ai résolu la question lorsque j'ai compris qu'être citoyen, c'est être homme ou femme: un citoyen n'est pas neutre, malgré le masculin — qui n'est pas neutre non plus.

Après ce détour, revenons à MacCutcheon qui soulignait aussi que nous avons besoin des militants pour faire avancer les choses. Il a raison. C'est vrai que la société a besoin qu'on la provoque: par exemple, les Outgames, s'ils avaient été une affaire de femmes, seraient passés complètement inaperçus... Les hommes occupent encore plus de terrain, c'est certain.

Alors pour ou contre un festival de femmes? C'est un dilemme, je l'avoue. Mais de toute façon, je suis probablement la seule à me poser la question, car presque personne ne parlera du Festiv'elles, ni aux nouvelles, ni ailleurs. Alors, pour la cause, je réponds « pour ».

## Écrivez-nous!

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs. Étant donné l'abondance de courrier, nous vous recommandons de limiter votre contribution à 8000 caractères (y compris les espaces), ou 1100 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous communiquerons avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courriel ([redaction@ledevoir.com](mailto:redaction@ledevoir.com)) ou un autre support électronique, mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise, Marie-Andrée Chouinard (éducation), Josée Bédard (éducation), responsable de la page Idées), Brian Myles (justice et faits de société), Clairendre Cauchy (Général), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Benoît Mouton (responsable du site Internet), Laurence Clavel, Jean-Guillaume Dumont (nouveau Internet), Isabelle Paré (saute), Louise-Marie Bouché (culture), Pauline Gravel (science), Michel Garneau (coopératisme), Diane Précorêt (responsable des pages thématiques), Martin Duchon, Michèle Malenfant et Christine Dumais (retreat), Bessie Leo Guimond et Serge Paquin (religieux), Jacques Grenier et Jacques Nadeau (sport), à l'information culturelle: Michel Bégin (théâtre et culture), Julie Carpentier (opéra), Paul Bennett (opéra), Stéphane Bellavance (reporter), Paul Cauchon (Indes), Caroline Montpetit (livre), Odile Tremblay (cinéma), Frédérique Doyon (surnuméraire); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Remy (opéra), Philippe Pagnoux (surnuméraire), Eric Desrosiers, Claude Turcotte, François Desjardins (surnuméraire); à l'information internationale: Jean-Pierre Legault (opéra international et page éditoriale), Claude Lévesque, Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information), Serge Trullant (éditorialiste); à l'information politique: Hélène Buzott, Manon Corneille et Alec Castonguay (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; Marlyse Hamelin (secrétaire à la rédaction); Marie-Pier Frappier, Alexandre Shields (commun); La documentation: Gilles Paré (directeur); Manon Desrosiers, Rachel Rochefort (Ottawa); LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING: Jean de Billy, Jean-François Bossé, Marlène Côté, Dave Cameron, Yan Hamel, Christiane Legault, Amélie Malin, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Martine Riopelle, Micheline Rutland, Nadia Selat, Mélanie Simard (publicitaires), Laurence Thériault (directrice adjointe), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire); LA PRODUCTION: Christian Goulet (directeur de production), Michel Bernatchez, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Semblat, Olivier Zaida. INFORMATIQUE: Yanick Martel (responsable); PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE: Alexandre Gaudreau (coordonnateur à la promotion et à la sollicitation), Caroline Simard (responsable service à la clientèle, par internet), Manon Blanchette, Monique L'Heureux, Rachelle Leclerc, L'ADMINISTRATION: François Bisson (contrôleur), Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danièle Ross.

## ACTUALITÉS

## SIDA

SUIITE DE LA PAGE 1

ainsi qu'à son directeur des communications, Robin Walsh, que la loi devait être changée pour fonctionner.

«Ils ont juste écouté notre point de vue. Ils voulaient comprendre un peu plus le sujet», raconte Rachel Kiddell-Monroe, coordonnatrice de la campagne axée sur les médicaments essentiels de Médecins sans frontières. Au bureau du ministre, on refuse de commenter la teneur de la discussion, mais on ajoute qu'il n'est pas question pour le moment de réviser la loi. «Va-t-on rouvrir la loi qui existe maintenant? Je ne peux pas donner de réponse à cela», explique Erik Waddell, le porte-parole du ministre. Tout au plus dit-il que ce sujet préoccupe le ministre et qu'il en parle avec ses vis-à-vis internationaux.

Médecins sans frontières (MSF) et le Réseau juridique canadien VIH-sida ont été conviés à la rencontre d'hier à Ottawa avec un préavis d'à peine deux jours. Certains y voient une tentative de dernière minute d'apaiser leur grogne suscitée par le refus du premier ministre Stephen Harper de participer à la conférence internationale sur le sida, qui s'ouvre dimanche à Toronto.

Le gouvernement fédéral libéral avait déposé une loi en 2003 permettant, sous des conditions très strictes, à des fabricants de médicaments génériques de manifester des drogues encore sous brevet pour les acheminer vers des pays sous-développés n'ayant pas les moyens de s'offrir les originaux, plus chers. La loi C-9 a été adoptée en mai 2004, et le règlement l'accompagnant a été complété en mai 2005. Un an s'est écoulé depuis, et aucun médicament n'a encore été fabriqué. Pas une seule pilule n'est sortie du pays.

«Jean Chrétien voulait que le Canada soit le premier à avancer sur ce chemin-là. Mais, entre la bonne volonté et la réalisation, il s'est écoulé trois ans et il n'y a toujours rien qui s'est passé», déplore Yves Dupré, le porte-parole de l'Association canadienne des médicaments génériques. «Nous, on est d'accord, mais on avait dit à l'époque au gouvernement qu'il montait un processus tellement compliqué que les fabricants n'auraient pas envie de le suivre et, si on l'avait, que ce serait trop complexe de se rendre au bout du processus.»

Une seule entreprise a tenté de se prévaloir de cette loi: Apotex. Elle dit avoir dépensé jusqu'à présent «plusieurs millions» de dollars et accompli un an et demi de travail. Elle n'a toujours aucune garantie de récupérer cet investissement. La compagnie torontoise a présenté à Santé Canada un projet de pilule combinant trois ingrédients actifs contre le sida: le Apotavriv. Le ministre l'a autorisée le 27 juin dernier, mais Apotex doit maintenant obtenir l'aval des trois entreprises détenant les brevets sur chacun de ces éléments actifs pour aller de l'avant et vendre ses pilules dans les pays où cela est autorisé par la loi. Sans cet aval, volontaire, tout ce travail aura été effectué en pure perte.

«En bout de piste, on ne sait pas si le produit pour lequel on a dépensé des millions de dollars va aller entre les mains de pays africains», déplore Elie Bettit, porte-parole d'Apotex. Il faut que ce système change. On peut prévenir la mort de milliers de personnes en Afrique, et il est temps que le gouvernement fédéral prenne une position claire et change le processus pour le rendre plus facile.»

Il semble donc que les appréhensions exprimées au moment du dévoilement du projet de loi en 2003 se soient avérées. À l'époque, l'Association canadienne des médicaments génériques craignait, entre autres choses, que le «droit de premier refus» conféré aux fabricants de médicaments d'origine (qui leur permet de «voler» un contrat une fois celui-ci négocié par leurs concurrents avec un pays sous-développé) ne désintéresse ses membres.

Plusieurs modifications sont suggérées au gouvernement. L'une d'elles est d'éliminer l'obligation de faire approuver le produit par Santé Canada puisque l'Organisation mondiale de la santé devra elle aussi l'approuver. Il y a, explique-t-on, doublement. On suggère également de restreindre le droit des fabricants de médicaments brevetés de stopper le processus, question d'insuffler un peu plus de prévisibilité dans le cheminement.

Le Devoir

SUIITE DE LA PAGE 1

American Airlines et Continental Airlines faisaient partie des compagnies aériennes visées, précisant que des compagnies non américaines pourraient également avoir été concernées. Les vols devaient relier la Grande-Bretagne à des villes américaines qui sont «des destinations touristiques»: New York, Washington, Los Angeles, Boston et Chicago. Le complot visait «jusqu'à dix vols», selon lui. D'après des responsables américains, les auteurs du complot semblaient vouloir profiter du pic du trafic aérien pendant l'été et non faire nécessairement coïncider les attaques avec l'anniversaire de celles perpétrées contre le World Trade Center.

Pour l'instant, l'attention des enquêteurs semble se focaliser plus particulièrement sur l'emploi par les terroristes d'explosifs liquides. Ainsi, de Londres aux aéroports américains, mais aussi à Prague ou à Rome, les passagers ne sont autorisés à emporter ni liquides ni gels dans leurs bagages à main. Boissons, shampoings, lotions solaires, crèmes, dentifrices ou gels pour les cheveux sont donc bannis des cabines des avions. La police londonienne a toutefois refusé de confirmer cet élément de l'enquête.

«N'importe quel liquide, mélangé avec une autre substance, peut devenir explosif», a expliqué David Hill, un ancien expert britannique de l'antiterrorisme. Selon d'autres spécialistes consultés par le quotidien anglais *The Independent*, plusieurs hypothèses concernant la nature de la bombe sont possibles: un engin à base de nitroglycérine liquide dont aurait été imbibé du coton hydrophile ou,

plus probablement, du nitrate d'ammonium en poudre rendu explosif par l'ajout d'acide sulfurique ou d'acétone liquide, ou les deux.

Pour éviter toute détection pendant les contrôles, le détonateur aurait pu être composé des filaments d'une ampoule et déclenché par l'impulsion électrique d'une montre digitale ou d'un téléphone portable. Les kamikazes auraient pu cacher les composants de leurs bombes dans des boîtes de talc et des bouteilles avant de les assembler dans les toilettes de l'avion une fois en vol.

## La marque d'al-Qaïda?

Les autorités américaines ont évidemment été prompts à pointer du doigt la nébuleuse d'al-Qaïda. «Cela porte certainement la marque d'al-Qaïda», a soutenu un représentant. «Ils connaissent bien le secteur aérien. C'est quelque chose qu'ils ont essayé de viser depuis de nombreuses années», a-t-il ajouté. La complexité de l'opération nécessitait des individus bénéficiant d'un entraînement et d'une expertise difficiles à acquérir en Grande-Bretagne, a estimé ce responsable. Cela soulève, selon lui, plusieurs questions: «Est-ce que ces types ont voyagé? Où sont-ils allés? Ont-ils eu une formation dans des camps d'al-Qaïda ou d'autres camps d'organisations terroristes liées à al-Qaïda?»

À trois mois des élections de mi-mandat, le président George W. Bush a lui aussi répondu outre l'enquête en cours pour répondre aux détracteurs de sa politique de «guerre contre le terrorisme». Ce projet d'attentats est «le parfait rappel que cette nation [les États-Unis] est en guerre contre les fascistes islamiques», a-t-il déclaré. Croire que les États-Unis ne sont pas

## ALERTE

menacés est une «erreur», a dit M. Bush. Selon un haut responsable de l'administration républicaine, le président a été informé des détails de l'affaire vendredi, puis tenu constamment au courant par le premier ministre britannique Tony Blair. Le directeur du FBI, Robert Mueller, s'est tout de même voulu rassurant, déclarant qu'il n'y avait «pas d'indication pour le moment d'un complot à l'intérieur des États-Unis».

De son côté, la police britannique a seulement évoqué «des gens qui se cachent derrière certaines religions», tandis que le ministre britannique de l'Intérieur, John Reid, a souligné que la violence des terroristes était une menace pour «toutes les communautés» confessionnelles. «L'enquête est complexe et elle se poursuit», a-t-il ajouté.

Selon la chaîne de télévision américaine ABC, 22 des 24 personnes arrêtées seraient d'origine pakistanaise. Il y aurait également un suspect d'origine bangladaïsh et un autre d'origine iranienne. Le réseau a aussi affirmé que deux des suspects arrêtés avaient préparé des cassettes où ils se vantaient des attentats qu'ils comptaient commettre. D'après un responsable de la police britannique, tous les suspects ont grandi en Grande-Bretagne, même s'il n'était pas précisé s'ils étaient tous de nationalité britannique.

Les autorités pakistanaises ont par ailleurs joué un rôle important dans cette affaire, procédant à plusieurs arrestations qui ont contribué à déjouer le complot visant à faire exploser des avions assurant la liaison entre la Grande-Bretagne et les États-Unis. «Le Pakistan a joué un rôle très important dans la découverte et le démantèlement de ce réseau terroriste inter-

national», a déclaré hier le porte-parole du ministère pakistanais des Affaires étrangères, Tasnim Aslam. «Il y a eu quelques arrestations au Pakistan, qui ont été faites en coordination avec celles menées en Grande-Bretagne», a-t-elle ajouté.

Mme Aslam n'a fourni aucune précision sur la date des arrestations ou l'identité des personnes arrêtées. Les arrestations effectuées en Grande-Bretagne sont le résultat d'une «coopération internationale active entre le Pakistan, le Royaume-Uni et les États-Unis», a souligné Mme Aslam. Selon elle, cette coopération s'est déroulée «pendant un certain laps de temps».

Une telle opération de contre-terrorisme a aussi mis les autorités sur le pied d'alerte. La Grande-Bretagne a été placée, pour la première fois, au niveau d'alerte «critique», qui avertit d'une «attaque terroriste imminente». Elle a ainsi adopté des mesures de sécurité exceptionnelles qui ont provoqué le chaos dans tous les aéroports du pays et dans le ciel européen. La sécurité a aussi été renforcée dans les ports maritimes et dans le tunnel sous la Manche.

Washington a également décrété l'alerte maximale pour les vols commerciaux en provenance de Grande-Bretagne. Le niveau «rouge», le plus haut sur l'échelle américaine, a été décrété pour les vols venant de Grande-Bretagne, a annoncé le département de la Sécurité intérieure. «Nous avons également placé au niveau élevé, ou «orange», le niveau d'alerte concernant tous les autres vols commerciaux», a-t-il ajouté.

Le Devoir  
Avec Associated Press, l'Agence France-Presse, The Independent, Le Monde et Reuters

## CHANCE

McGill et président du congrès qui se tiendra à Montréal, le 11 septembre prochain, sur le monde religieux après les attentats terroristes de 2001. Selon lui, elle révèle la lecture du monde du président américain, un monde divisé en deux clans rivaux où chacun tente de prendre le contrôle sur l'autre. Supputer ce genre d'intention chez l'autre, croit le professeur, c'est permettre à l'autre de nous attribuer cette même intention. Et de nous haïr encore plus.

Selon M. Sharma, le malaise des sociétés musulmanes viendrait de ce qu'il appelle l'hypothèse musulmane: la foi islamique étant la dernière révélation, elle allait gagner en importance et devenir La religion du monde. Au lieu de quoi l'Occident s'est érigé et a imposé avec lui sa vision séculaire du monde, qui confine la religion à la sphère privée. «La frustration politique profonde dans le monde musulman vient du fait que les musulmans se croyaient destinés à dominer le monde, mais se retrouvent plutôt dominés.»

Décision quasi prophétique, le *Globe and*

Mail publiait dans ses pages hier matin, alors même que des Britanniques musulmans étaient arrêtés, le texte d'un professeur de science politique à l'Université d'Oxford, Timothy Garton Ash, dans lequel il se demandait pourquoi certains jeunes ressortissants musulmans se retournaient contre leur propre pays.

Le professeur cite les résultats d'un sondage effectué auprès des populations musulmanes à travers le monde indiquant qu'en Angleterre, 81 % des personnes de foi islamique se considèrent d'abord musulmans plutôt que britanniques. Seul le Pakistan aurait affiché un taux plus élevé encore (87 %) alors qu'en France, dont les banlieues se sont embrasées il n'y a pas si longtemps, ce pourcentage était plutôt de 46 %. Plus inquiétant encore, près d'un tiers des jeunes musulmans britanniques pensaient que les attentats terroristes de juillet 2005 dans le métro «étaient justifiés à cause de l'appui britannique à la guerre au terrorisme».

«Quelles que soient les raisons de cette alié-

nation, nous devons éviter de voir les musulmans britanniques à travers le prisme de deux paradigmes», écrit Timothy Garton Ash. «Le premier consiste à se demander pourquoi les musulmans deviennent des terroristes. Une question honnête mais qui, si elle domine notre façon de voir les musulmans comme des terroristes potentiels, risque de contribuer à ce que nous voulons éviter. L'autre est de se demander comment aider ces gens à intégrer notre société moderne, meilleure, progressiste, libérale et séculaire. Cela implique que le «*hijab*» constitue un retour en arrière.»

Selon le professeur, ce rejet des sociétés occidentales devrait les amener à réfléchir à leur laideur, à leur permisivité totale. Peut-être, dit-il, que ces musulmans mettent le doigt sur un bobo. «Les musulmans britanniques ne nous disent pas seulement, à nous non-musulmans, des choses à propos d'eux-mêmes. Ils nous disent aussi quelque chose à propos de nous.»

Le Devoir

## AFRIQUE

Cotonou en criant à la cantonade «Gohotos! Gohotos!» à la recherche de bouteilles, fioles, matériaux récupérables en tous genres. Avec, souvent, un bébé noué sur les reins, elles marcheront en moyenne une vingtaine de kilomètres quotidiennement, avant de venir finir leur journée au marché Dantokpa. «Avant, ces femmes-là ne faisaient que subir. Grâce à notre projet, elles ont acquis un statut et une certaine maîtrise de leur vie», dit Jacqueline.

La plupart d'entre elles viennent de la campagne. Elles passent la semaine à Cotonou pour les fins de leur commerce, et rentrent chez elles la fin de semaine. Là, elles remettent la plus grande partie du pécule durement gagné à leur mari. Et là les attend, pour ainsi dire, une autre semaine de travail...

Marché Dantokpa toujours. Jacqueline me présente une Gohoto à la façon de joyeuse, Marie Tokpanou, la présidente de l'Association des femmes récupératrices. «Je vais danser de joie quand le kiosque sera inauguré», s'exclame-t-elle. Toutes les filles de Marie font le même métier qu'elle. Mais pas ses petites-filles. «Je te suis de près, Marie!», fait Jacqueline en rigolant. «Les petites doivent aller à l'école!» Marie opine du chef.

Marie vend d'anciennes bouteilles d'eau de Javel, d'alcool, de Coca-Cola, d'anciennes pintes de lait, d'anciens flacons de Jergens, des bidons de toutes tailles et de toutes provenances. Les marchands de Dantokpa viennent acheter ces contenants qui leur serviront ensuite à vendre eau de Javel frelatée, huile à moteur trafiquée, et autres liquides. Marie a aussi une autre clientèle: les guérisseurs. Ils viennent lui acheter des bouteilles de pilules, de sérum, et des petites fioles diverses pour les remplir de leurs potions médicinales et les vendre. Aucun produit neuf ou d'origine, ou si rarement, ne s'achète ni ne se vend ici: que du recyclé. C'est ainsi que va l'Afrique. Rien ne se perd et tout se crée. Et c'est ainsi que va le marché Dantokpa: des morceaux de voitures, de motos, de bicyclettes, au milieu des étals de tomates, d'oignons, d'oranges, au milieu des coqs, poules et autres oiseaux, morts et vivants; des nuées de marchands, de clients et d'enfants qui se pressent dans cet hallucinant «happening» quotidien.

Quelquefois, Marie s'accorde le loisir de

rester au marché la fin de semaine, plutôt que de rentrer dans sa campagne. Alors elle se sent un tantinet délinquante. «Des petites vacances!», fait-elle, la voix un brin moqueuse.

«Je suis heureuse quand je suis avec mes Gohotos, lance Jacqueline. Je suis très attachée à elles. Quand Oxfam-Québec m'a invitée à Montréal l'année dernière, elles me manquaient et je leur téléphonais tous les jours!»

Jacqueline vient de la vallée de Louémé, à une trentaine de kilomètres de Cotonou. Son père a cinq femmes et 22 enfants. «Les autres femmes que ma mère me détestaient. L'une d'elles refusait même de me nourrir!», Pour Jacqueline, la polygamie de son père a été un enfer dont elle commence tout juste à se remettre. «Quand je vois mes femmes récupératrices, je suis qu'elles ont toutes des co-épouses, et qu'elles souffrent. Je m'aide moi-même en les aidant, tout en contribuant à assainir l'environnement au marché et à Cotonou. Une vraie thérapie.» Elle poursuit: «Avant, je ne parlais pas. J'étais nerveuse, mal dans ma peau. Totalement perturbée par mon histoire familiale. Ce projet avec les Gohotos m'a complètement transformée.»

Dernière image de Dantokpa avant de revenir au bureau d'Oxfam-Québec avec Jacqueline: une vendeuse du marché dort le visage dans ses citrons verts, harassée par la chaleur et le labeur du jour.

Oxfam-Québec est en fait le grand orchestrateur du ramassage et du recyclage des ordures ménagères à Cotonou, coordonnant le travail de dizaines d'ONG préoccupées d'environnement, de concert avec les autorités municipales. «Nous voyons au ramassage de porte en porte, puis au transport des déchets dans un vaste site d'enfouissement financé par le Canada. Nous avons mis un terme aux dépôts sauvages qui, avant, jonchaient la ville», raconte Laurent Gauthier, en poste au Bénin depuis 10 ans. «Les Canadiens sont vus ici comme des gens organisés et méthodiques.»

Chaque maison doit payer la somme de 1000 francs CFA par mois (2 \$CAN) pour qu'on la débarrasse de ses déchets domestiques. L'adhésion des gens s'obtient sans trop de mal.

«Nous voyons aussi à la transformation des déchets organiques en compost, pour engraisser le grand jardin communautaire de Cotonou, si-

tué tout près de l'aéroport», poursuit Laurent Gauthier. Trois cents marchands et maraîchers y possèdent une parcelle et vendent leur production à des particuliers. Le compost, déposé dans cette terre aride et sablonneuse, y fait des miracles.

Adrienne, 53 ans, occupe un emplacement dans ce jardin communautaire depuis 35 ans. C'est elle qui est le gagne-pain de sa famille: huit enfants et un mari. Elle a installé une natte et des bancs de bois sous un arbre, au milieu des lézards, des enfants, de ses oignons et de ses choux. Elle me fait visiter sa parcelle. «Hier, j'ai vendu pour 3500 francs CFA [8 \$CAN]. Une journée moyenne.» Le revenu annuel d'Adrienne est de plus ou moins 3000 \$CAN.

Le vent chaud de l'Afrique rend la terre doucement frémissante. Adrienne chasse deux ou trois mouches avec sa main. Tout à coup arrive une petite fille maigrelette. Elle a 10 ans environ. Elle est partie à pied, tôt le matin, des hauteurs de Cotonou. Sa mère l'a envoyée acheter des salades à Adrienne, qu'elle rendra ensuite. Je lui demande son nom: Sofia. Son âge: elle ne sait pas. Va-t-elle à l'école? Non. Elle a dû quitter l'école pour aider sa mère. Et puis voilà bientôt Sofia repartie comme elle était venue, à pied, avec 30 salades sur la tête. Passée comme une ombre. Nous laissons, Adrienne et moi, un peu tristes.

Alors, comme pour exorciser la misère, Adrienne esquisse un déhanchement dont seuls les Africains et Africains sont capables. «Vous savez quoi? Je rêve de m'acheter une petite voiture. Pour aller voir mes nièces à Abidjan. Il y aurait l'air climatisé. Et un lecteur de cassettes.»

Oui je la vois, Adrienne, dévalant les routes cahotantes du Bénin vers Abidjan. La clim' et le son au max. Dansant derrière son volant neuf.

## Collaboration spéciale

Monique Durand s'est rendue au Bénin grâce à un programme de l'ACDI destiné aux journalistes, et avec le soutien des organismes Oxfam-Québec, Développement et Paix et Droits et Démocratie.

Demain: Revivifier la terre épuisée

SUIITE DE LA PAGE 1

exemple, à la boutique de prêt-à-porter «Harcellement» ou aux magasins généraux «La Confiance» ou «La Gloire».

C'est sur l'une des ces motos pétaradantes que Jacqueline Djidonou, 30 ans, se rend tous les jours au grand marché de Cotonou, le marché Dantokpa, l'un des plus importants en Afrique. Elle va voir ses chères ouailles, ses Gohotos ou «femmes récupératrices». Elles sont environ 350 à récupérer tout ce qui est récupérable à Cotonou, surtout des bouteilles vides de toutes natures et dimensions. Ces femmes se disséminent à travers la ville au petit matin et achètent aux gens, parfois de porte en porte, les précieuses bouteilles à recycler qu'elles revendent ensuite aux commerçants de Dantokpa en mal de contenants. C'est de cette vente qu'elles tirent leur marge de profit.

Les Gohotos exercent ce métier de mère en fille depuis des générations. «Nous aidons des femmes qui n'ont jamais été aidées», explique Laurent Gauthier, directeur du projet Gestion des déchets solides et ménagers d'Oxfam-Québec au Bénin. Grâce au financement de l'Agence canadienne de développement international, Oxfam-Québec a regroupé ces femmes, leur a donné la chance d'apprendre à lire et à compter dans leur langue, le fon, et les a aidées à s'organiser de meilleure façon. Depuis, leurs revenus ont plus que triplé! Même la Société béninoise des brasseries vient s'approvisionner en milliers de bouteilles chez les femmes récupératrices. Oxfam-Québec finance en outre la construction d'un vaste kiosque qui abritera leurs activités au marché. C'est à Jacqueline, une assistante sociale âgée de 30 ans, que l'organisme québécois a confié la tâche d'accompagner la mutation de ces femmes, autrefois pauvres parmi les pauvres, en véritables commerçantes.

Jacqueline m'emène, ce matin-là, voir les fondations de ce qui deviendra le kiosque des Gohotos, en plein cœur du marché. Les maçons s'y affairent déjà. Elles y auront des espaces pour étaler et entreposer leurs bouteilles, et pour les laver à grande eau. Une sorte de rêve pour ces femmes qui arpentent, de l'aube jusqu'à la mi-journée, les quartiers de

## LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés

au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage,

Montréal (Québec), H3A 3M9 33 Place-des-Arts

Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h.

Renseignements et administration : 514-985-3333

## Comment nous joindre ?

## La rédaction

Au téléphone 514-985-3333  
Par télécopieur 514-985-3360  
Par courrier redaction@ledevoir.com

## La publicité

Au téléphone 514-985-3399  
Par télécopieur 514-985-3390  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

## Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344  
Par télécopieur 514-985-3340  
Par courrier avisdev@ledevoir.com

## Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322  
Par télécopieur 514-985-3340

## Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355  
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30  
Par télécopieur 514-985-5967  
Par courriel abonnements@ledevoir.com  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

## L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346  
Par télécopieur 514-985-3390